

PTD-ABQ-712

1..

PRIME International, Inc.

3 Bethesda Metro Center, Suite 700, Bethesda, MD 20814, Phone (301) 664-8411, Fax (301) 664-8416

LE PROJET DE PROMOTION DE L'AGRIBUSINESS AU MAROC

EXAMEN DE FIN DE PROJET

Prepare pour

l'USAID/Maroc

et

le Comite directeur du Projet PAM

Contrat No 608-0-00-98-00049

Par

**Richard D Abbott
PRIME International Inc**

Juin 1998

TABLE DES MATIERES

Liste des sigles

Introduction

RESUME ANALYTIQUE

PREMIERE PARTIE VUE GENERALE DU PROJET DE PROMOTION DE L'AGRIBUSINESS AU MAROC

1 1	But et objectif du Projet	1
1 2	Organismes d execution	1
1 3	Activites principales dans le cadre des quatre volets du projet	3

DEUXIEME PARTIE EXAMEN DES ACTIVITES DU PROJET PAM

2 1	Volet #1 Promotion des produits de l'investissement et de la commercialisation de l agribusiness	8
2 1 1	Diversifier le commerce de l agribusiness	8
2 1 2	Accroitre l investissement etranger	9
2 1 3	Administrer le Fonds de Promotion et d'Investissement	10
2 1 4	Ameliorer les technologies appliquees	11
2 2	Volet #2 Ameliorer le climat de l'agribusiness	12
2 2 1	Ameliorer le climat reglementaire et de politiques	12
2 2 2	Legislation concernant les droits de propriete intellectuelle	14
2 3	Volet #3 Renforcement des organisations industrielles et des institutions a l'appui	15
2 3 1	Renforcement des organisations industrielles et des institutions a l appui	15
2 3 2	Ameliorer la salubrite alimentaire	17
2 3 3	Ameliorer les procedures d inspection phytosanitaire et de quarantaine	19
2 3 4	Soutien aux producteurs concernant les sciences culturelles et pedologiques	20
2 3 5	Services d'information sur le marche et sur l investissement	23
2 4	Volet #4 Developpement des ressources humaines	24
2 4 1	Formation en technologie de transformation alimentaire	24
2 4 2	Formation en gestion de l agribusiness	26
2 4 3	Formation professionnelle aux Etats-Unis	27

TROISIEME PARTIE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

3 1	Conclusions generales	29
3 2	Realisations importantes et impact sur les entites collaboratrices	29

3 3	Recommandations pour des activités de suivi	32
3 3 1	Activités pour achever les travaux en cours	32
3 3 2	Activités de consolidation	33
3 3 3	Activités de développement	34
3 4	Certaines leçons apprises	36

ANNEXES

A	Termes de référence du consultant
B	Liste des contacts
C	Liste des documents consultés

LISTE DES SIGLES

AAA	Association des Amis de l'Arganier
ABSP	Biotechnologie agricole pour une productivite durable (projet de la Michigan State University)
ADAME	Association pour le Developpement agricole de la Region de Meknes
ADEPAM	Association de Developpement de Plantes aromatiques et medicinales du Maroc
AMI	Agribusiness-Marketing-Investment (office DAI de Casablanca)
AMPEXFLEURS	Association marocaine des Producteurs et Exportateurs des Fleurs
ANAF	Association nationale du Froid
ANAPROF	Association nationale des Producteurs des Fruits
APEFEL	Association des Producteurs-Exportateurs des Fruits et Legumes
APHIS	Service d inspection de la sante animale et des plantes de l USDA
APNOR	Association des Producteurs de Peches et Nectarines du Nord
ASPEM	Association des Producteurs-Exportateurs des Maraichages et des Primeurs du Maroc
ASPRAM	Association des Producteurs des Raisins du Maroc
BPCS	Better Process Control School
CASEM	Comptoir agricole-semence marocain
CHA	Complexe horticole d Agadir (IAV Hassan II)
COMAPRA	Compagnie marocaine de Production agricole
DAI	Development Alternatives, inc
DPAE	Direction de la Programmation et des Affaires economiques Ministère de l Agriculture
DPV	Direction de la Production vegetale, Ministère de l Agriculture
DPVCTRF	Direction de la Protection des Vegetaux, des Contrôles techniques et de Repression des Fraudes Ministère de l'Agriculture
EACCE	Etablissement autonome de Controle et de Coordination des Exportations
FDA	U S Food and Drug Administration (Administration americaine de l Alimentation et des Medicaments)
FICOPAM	Federation des Industries de la Conserve des Produits agricoles du Maroc
GATT	Accord general sur le Commerce et les Tarifs
GM	Gouvernement du Maroc
GMP	Good Manufacturing Processes (Bons Processus de Fabrication)
HACCP	Hazard Analysis and Critical Control Points (Analyse des Risques et Points de Controle critiques)
IAV	Institut agronomique et veterinaire Hassan II
LACF/AF	Aliments en Conserve avec faible Teneur en Acides/Aliments peu acidifies
LIR	Lutte integree contre les Ravageurs
MADRPM	Ministere de l Agriculture du Developpement rural et des Peches maritimes (egalement appele dans ce rapport Ministère de l Agriculture)

MAMVA	Ministere de l Agriculture et de la Mise en Valeur agricole (ancien nom du Ministere)
MTDC	Morocco Trade Development Center (Centre de Developpement commercial au Maroc (bureau de projet au siege de DAI a Bethesda Maryland))
ORMVA	Office regional de Mise en Valeur agricole
PASA	Participating Agency Service Agreement (Accord de Service avec des Organisations participantes)
PIB	Produit national brut
PIF	Fonds de Promotion et d'Investissement
PPAM	Projet de Promotion de l'Agribusiness au Maroc
PPQ	Protection et Quarantaine des Plantes
PSA	Programme de Soutien a l Agribusiness
PVP	Protection des Varietes de Plantes
SASMA	Societe agricole de Services au Maroc
SODEA	Societe de Developpement et d Exploitation agricole
SONACOS	Societe nationale de Commercialisation de Semences
TR	Termes de Reference
TRIPS	Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (Accord sur les Aspects commerciaux des Droits de Propriete intellectuelle)
UE	Union europeenne
UM	University of Minnesota
UPOV	Union internationale de la Protection pour la Variete des Plantes
USDA	United States Department of Agriculture (Departement de l Agriculture des Etats-Unis)

INTRODUCTION

A la demande de l'USAID/Maroc et du Comité directeur du Projet de Promotion de l'Agribusiness au Maroc (PAM) le Consultant a effectué un examen de fin de projet au Maroc du 11 mai au 3 juin 1998

L'examen avait pour objet de fournir un document qui

- analysait les principales réalisations du projet dans le cadre de ses quatre grands volets prêtant une attention particulière à son impact sur les organisations collaboratrices marocaines des secteurs public et privé
- recommandait les futures activités possibles pour les organisations collaboratrices afin de pouvoir renforcer et maintenir les réalisations du projet

Les Termes de Référence du Consultant dont une copie est jointe au présent rapport demandaient également que soient faits des commentaires sur les leçons apprises ou les connaissances pouvant être appliquées à d'autres activités du MADRPM ou de l'USAID

Le rapport est organisé en trois parties. La première partie présente une vue d'ensemble du projet et de ses organismes d'exécution. En tant que guide pour le lecteur, chacun des quatre volets est montré graphiquement avec ses propres objectifs, tâches, sa portée de l'activité et ses principaux accomplissements. Dans la deuxième partie, chacune des 14 tâches ou éléments du projet est revue quant aux réalisations, à l'impact, à la pérennisation et, lorsque c'est applicable, aux éventuelles activités de suivi. Les conclusions et les recommandations sont présentées dans la troisième partie.

Lors de la préparation du rapport, le Consultant a rencontré chacune des grandes institutions marocaines participant au projet et a revu tous les documents pertinents dans les dossiers de l'USAID/Maroc. Il convient de faire une mention spéciale du soutien donné par M. Allen Fleming de l'USAID, M. Donald Humpal de Development Alternatives, Inc. et de M. Abdelmajid Bennani du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Pêches maritimes.

RESUME ANALYTIQUE

Les Termes de Reference du Consultant demandent qu'une analyse soit faite des principales réalisations du Projet PAM et de leur impact sur les entités collaboratrices des secteurs public et privé ainsi que des recommandations sur les activités de suivi de ces entités aidant à garantir la pérennité et la consolidation des réalisations du projet.

Dans l'ensemble, le Projet PAM compte un grand nombre de réalisations à son crédit. À l'évidence, il a atteint son but visant à "accroître la capacité du secteur de l'agribusiness privé au Maroc afin de produire, de conditionner et de commercialiser toute une gamme de produits agricoles à valeur ajoutée répondant à la demande". Pratiquement sans aucune exception, les bénéficiaires des secteurs public et privé du projet ont exprimé leur satisfaction face à l'assistance qu'ils ont reçue.

Le dernier rapport trimestriel de DAI/AMI pour la période se terminant en décembre 1997 documente les indicateurs de performance suivants pour le projet : création de 14 000 emplois (presque la moitié pour des femmes), accroissement des exportations à hauteur de 67 millions \$, dont 55 millions \$ pour les marchés non traditionnels, introduction de 45 nouveaux produits et 155 sociétés adoptant de nouvelles technologies -- pris ensemble, il s'agit d'un tableau impressionnant. La plupart des activités ainsi que les institutions publiques et privées avec lesquelles a travaillé le projet sont viables et continueront à contribuer aux objectifs du Projet PAM et, dans les autres cas, la pérennité peut être réalisée avec un minimum d'assistance externe supplémentaire.

Voici les accomplissements des quatre grands volets du projet :

Promotion des produits, de l'investissement et de la commercialisation de l'agribusiness Le bureau DAI/AMI au Maroc et le bureau MTDC du projet aux États-Unis ont contacté presque 1 400 sociétés américaines par contact direct, courrier et téléphone pour leur présenter des sociétés marocaines et leurs produits. Le soutien apporté aux représentants marocains dans les foires commerciales s'est avéré une manière efficace de prendre ces contacts. Des services analogues ont été fournis par DAI/AMI en Europe où plus de 1 500 contacts ont été pris. Le soutien du Projet PAM s'est avéré d'importance cruciale pour amener l'initiative de la tomate rouge au point où seule reste à obtenir l'approbation finale des autorités américaines avant que ce marché important ne soit ouvert aux exportateurs marocains. Douze partenariats commerciaux ont été forgés par le projet suite à ces contacts, contribuant 67 millions \$ au titre des exportations accrues du Maroc, dont 38 millions \$ pour des échanges diversifiés -- des produits qui représentaient moins de 2% des exportations agricoles du Maroc 1992. Le projet est intervenu efficacement pour encourager les échanges avec les marchés non traditionnels. 55 millions \$ (82%) des 67 millions \$ des nouvelles exportations sont allés vers des marchés représentant moins de 10% des exportations du Maroc de 1992 d'un produit donné.

Le renforcement du commerce avec les Etats-Unis est une tendance encourageante mais relativement peu de sociétés marocaines de transformation alimentaire sont prêtes à faire l'ajustement -- et à investir l'argent -- nécessaire pour exploiter les marchés américains avec ses conditions spéciales du point de vue salubrité alimentaire conditionnement publicité et promotion et les acheteurs de volumes importants. Mais ces différences sont en train de diminuer car des normes de salubrité alimentaire plus strictes dans l'Union européenne sont imposées sur les produits transformés et les acheteurs tels que les supermarchés qui achètent en grande quantité imposent leurs propres normes plus strictes pour les produits tant transformés que frais. DAI/AMI a reconnu très tôt ces problèmes et a consacré une partie importante des ressources du projet aux questions liées à la salubrité alimentaire tel que discuté ci-après travaillant avec les exportateurs pour améliorer le conditionnement et la présentation du produit. Au vu de ces normes améliorées et de la perspective de perdre l'accès préférentiel sur le marché de l'UE les exportateurs marocains plus progressifs ont cherché à trouver un créneau sur le marché américain et ce sont ces entreprises qui ont profité le plus du Projet PAM.

Les activités DAI/AMI consistaient notamment à transférer au Maroc la technologie mise au point aux Etats-Unis. Dans plusieurs cas surtout en ce qui concerne le nettoyage des épices la production des usines de fraises et les procédures de salubrité alimentaire le transfert était accompagné de *joint ventures*, rendant ce transfert plus susceptible de durer dans le temps. Une contribution très importante et fortement appréciée du projet du point de vue transfert de technologie était l'organisation des ateliers des séminaires et de brefs stages sur divers sujets en collaboration avec l'USDA/PASA et des institutions marocaines. Prenons à titre d'exemples la Lutte intégrée contre les Ravageurs les procédures de manutention post-recolte dans les stations de conditionnement Better Process Control School et le GMP/HACCP. Des associations commerciales et de producteurs ont participé à un grand nombre de ces séminaires et ateliers et ont pu ainsi renforcer leurs compétences.

Améliorer le climat de l'agribusiness

Le projet a contribué à l'amélioration du climat de l'agribusiness par le biais de la préparation des études de politiques telles que celles se rapportant à l'impact du GATT et de l'unification des marchés de l'UE sur les exportations marocaines. L'identification des contraintes en ce qui concerne le transport par camion et les difficultés à faire appliquer les contrats avec les producteurs. Ces deux derniers rapports ont mené à l'adoption de la législation en vue d'appliquer les recommandations du PPAM. Grâce au soutien du Projet ABSP de la Michigan State University, coordonné par le PPAM un atelier a été organisé sur la protection des variétés de plantes. Par la suite les autorités européennes ont concouru à la formulation de la loi sur la protection des variétés de plantes en protégeant la propriété intellectuelle des organisations qui mettent au point les diverses variétés. Une étude faite pour déterminer l'attitude des entreprises américaines et européennes face aux relations commerciales avec le Maroc montre qu'il faut encore faire un chemin important pour améliorer la réputation de l'agribusiness marocain suite à la lente réponse aux conditions changeantes du marché et à l'insuffisance des communications. La multiplicité d'un grand nombre de petites entreprises conservatrices et de type familial a ralenti l'adoption des nouvelles pratiques commerciales.

Renforcer les organisations industrielles et les institutions a l appui

Le PPAM a fait des contributions tres importantes en ce domaine par le biais de son travail avec les organismes reglementaires publics du Ministere de l Agriculture, du Developpement rural et des Peches tels que l Etablissement autonome du Controle et de Coordination des Exportations (EACCE) et la Direction de la Protection des Vegetaux des Controles techniques et de Repression des Fraudes (DPVCTRF) ainsi qu avec des associations commerciales et de producteurs prives Ces efforts ont eu des effets positifs sur le climat general de l agribusiness La salubrite des produits alimentaires marocains sur les marches europeens a ete nettement amelioree grace a l assistance technique et au materiel fourni aux laboratoires EACCE qui sont a present mieux equipes pour faire une analyse microbiologique des aliments transformes et des tests de detection des residus de pesticide et de metal lourd dans tous les types de produits alimentaires De meilleures procedures de quarantaine des plantes et une legislation en vue de proteger la propriete intellectuelle concernant les brevets de varietes de plantes ameliorees etaient au titre d'autres contributions importantes du projet par le biais de la DPVCTRF

DAI/AMI a deploye des efforts importants pour renforcer les associations commerciales et de producteurs A cet effet les seminaires et ateliers ont ete tres utiles Les associations disposant d'une bonne direction d'un solide soutien des membres et ouvertes a de nouvelles manieres de faire les choses ont su profiter de l'assistance du projet Celles qui n'avaient pas cette ouverture n'ont profite que marginalement

Le volet du Programme de Soutien a l'Agribusiness (PAS) du Projet PAM gere par la University of Minnesota a fourni assistance technique, formation et equipement au Complexe horticole d'Agadir de l'IAV Hassan II Trois laboratoires ont ete equipes grace au soutien du PSA une Clinique Diagnostique un Laboratoire d'Analyses Sol-Eau-Plantes et une serre de recherche sur la Lutte integree contre les Ravageurs A present ces installations peuvent travailler avec les producteurs dans la region agricole tres productive qui entoure Agadir bien qu'il reste des efforts a faire pour accroitre l'utilisation de la part des producteurs

Developpement des ressources humaines

Ce volet du projet a egalement ete efficace bien que plusieurs des activites-cles ne soient pas encore achevees La reussite de la collaboration de la University of Minnesota avec l'Institut agricole et veterinaire Hassan II est due essentiellement aux relations personnelles forgees lors d'une collaboration de plus de 30 annees entre le corps enseignant des deux institutions Des cours universitaires en agribusiness ont ete mis au point au campus de l'Institut a Rabat avec l'aide d'echanges de professeurs Des ressources devraient etre trouvees pour construire la Halle de Technologie (usine pilote de transformation alimentaire) et la rendre operationnelle de sorte ce que les etudiants diplomes puissent beneficier de l'equipement qui est installe et pour que l'IAV puisse faire des recherches et des tests pour l'agribusiness mobilisant ainsi les recettes dont on a besoin pour soutenir l'operation continue de l'equipement

Les institutions et les organisations contactees par le Consultant pendant cette etude notaient diverses actions qui a leur avis devraient etre entreprises pour renforcer les realisations du Projet PAM Au vu de l'incertitude entourant actuellement les ressources du GM ou des

baillleurs de fonds pour les activites de suivi nous recommandons de classer dans l'ordre prioritaire suivant ces besoins

Premiere priorite Activites necessaires pour achever les travaux en cours

Deuxieme priorite Activites qui consolideront ou approfondiront les realisations du projet

Troisieme activite Activites qui se fondent sur les realisations du projet mais qui sont davantage axeés sur le developpement et le long terme

Activites pour achever les travaux en cours

Institut agronomique et veterinaire Hassan II Rabat

(1) Pour achever les travaux de la Halle de Technologie deux missions d'assistance technique a court terme des Etats-Unis sont necessaires pour le specialiste de l'UC/Davis (Singh) et le specialiste FMC (Bichier) Chaque consultant devrait faire une visite une fois pour aider au demarrage des que tout l'equipement a ete fourni (septembre a decembre 1998) Suivant la disponibilite ulterieure des ressources et les besoins une seconde visite pourrait s'averer benefique pour aider au niveau des problemes rencontres lors des operations

(2) Une visite aux Etats-Unis est necessaire pour l'ingenieur de l'IAV (Mouncef) responsable de l'installation de l'equipement dans la Halle de Technologie pour rendre visite aux fabricants de l'equipement pour une formation avant l'installation et le demarrage

Direction de la Protection des Vegetaux des Controles techniques et de Repression des Fraudes (DPVCTRF)

Un ou plusieurs deplacements possibles a Bouznika pour un specialiste de l'USDA, si necessaire devraient etre prevus pour verifier que les operations se deroulent selon les normes et que l'installation est entierement autosuffisante Une visite prevue pour juin 1998 a ete annulee et doit etre reprogramme

Activites de consolidation

Etablissement autonome de Controle et de Coordination des Exportations (EACCE)

(1) Deplacement supplementaire au Maroc a partir des Etats-Unis en 1998 et en 1999 de la part de specialistes en matiere de gestion de l'information et de technologie de conditionnement Ces services permettront de maximiser l'utilisation de l'informatique et du laboratoire de conditionnement (trois a cinq visites d'une duree de deux a trois semaines)

(2) Echanges de visites par les representants de la FDA et de l'EACCE pour continuer a travailler sur le Memorandum d'Accord avec la FDA concernant la capacite de l'EACCE a controler la salubrite alimentaire

Complexe horticole d'Agadir (CHA) Institut agronomique et veterinaire Hassan II

(1) Pour elaborer une strategie visant a accroitre l'utilisation du laboratoire et des structures du CHA Lors de la premiere etape un consultant elaborera un plan de travail pour la phase suivante dont ont convenue les principales organisations dans le domaine, notamment l'IAV, l'ORMVA Souss-Massa, l'APEFEL et d'autres Lors de la seconde etape un consultant qui a

de l'experience en matiere de developpement institutionnel rural effectuera une etude du "probleme d'interface" et fera des propositions qui seront presentees aux fins d'examen aux organisations touchees

Direction de la Production vegetale (DPV)

Pour beneficier entierement du reseau informatique deja installe a la Cellule de Partenariat de la DPV et renforcer sa capacite en vue de maintenir les bases de donnees pour la diffusion au sein du Ministere et aupres d'eventuels investisseurs une ou deux visites supplementaires de la part d'un consultant sont necessaires

Activites de developpement

Cette categorie regroupe les activites suivantes avec les responsabilites par organisation tel qu'indique

- Expansion du systeme du prix de marche en gros a trois villes supplementaires Inezgane-Agadir, Marrakech et Meknes (DPAE)
- Equipement de laboratoire supplementaire pour les laboratoires d'Agadir et de Berkane de l'EACCE assistance en matiere de formation pour mettre en place un systeme de surveillance des pesticides formation complementaire portant sur la salubrite alimentaire a l'intention de 26 membres du personnel stages pour des inspecteurs dans des usines alimentaires aux Etats-Unis preparation d'un manuel sur les procedures de salubrite alimentaire pour des inspecteurs de l'EACCE et des operateurs des usines de transformation (EACCE)
- Assistance aux travaux en cours avec l'USDA/ARS/Westlaco concernant les nouveaux controles ecologiques de la Mouche mediterraneenne (SASMA)
- Soutien pour faire progresser la situation en ce qui concerne la location des grandes proprietes agricoles gerees actuellement par la SODEA et la SOGETA pour la privatisation de la SODEA de la COMAPRA et de la SONACOS et soutien en matiere de politiques pour ameliorer la gestion des quotas et des subventions aux exportations (DPV)
- Soutien pour la mise en oeuvre de la Loi sur la Protection des Varietes de Plantes et pour passer d'un comite de bio-securite ad hoc a un cadre legal fondamental pour les questions de bio-securite (DPVCTRF)
- Services consultatifs techniques menant a des propositions concretes pour un service de vulgarisation gere par l'APEFEL pour les producteurs de la region d'Agadir (APEFEL)
- Revision de la loi cooperative sous-jacente (projet de cinq ans)

PREMIERE PARTIE

VUE GENERALE DU PROJET DE PROMOTION DE L'AGRIBUSINESS AU MAROC

1 1 But et objectif du Projet

Le **but** du Projet PAM est d'accroître la contribution que fait le secteur de l'agribusiness commercial privé au PIB aux devises étrangères ainsi qu'à l'emploi et aux revenus. L'**objectif** du Projet est d'accroître la capacité du secteur de l'agribusiness privé au Maroc en ce qui concerne la production, le conditionnement et la commercialisation de toute une variété de produits agricoles à valeur ajoutée axés sur la demande.

Il existe quatre grands volets du Projet PAM

- (1) Promotion des produits de l'investissement et de la commercialisation de l'agribusiness en insistant sur la commercialisation des produits destinés à l'exportation
- (2) Amélioration du climat de l'investissement de l'agribusiness par le biais de l'identification de recommandations faisables pour le changement de politiques et de réglementations
- (3) Renforcement de l'organisation industrielle et des institutions à l'appui dans le but d'améliorer l'efficacité des sociétés, des associations industrielles et commerciales et des institutions publiques et
- (4) Développement des ressources humaines pour renforcer le capital humain dont a besoin l'agribusiness

1 2 Organismes d'exécution

Le projet est exécuté par le biais de trois **mécanismes institutionnels** plus un apport des fonds propres de la mission

- Un contrat en 1992 avec Development Alternatives Inc (DAI) qui gère un bureau connu localement sous le nom d'Agribusiness-Marketing-Investissement (AMI) pour la coordination technique générale du projet avec des efforts importants déployés pour le développement et la diversification des marchés d'exportation, le transfert de technologie, la promotion de l'investissement, la réforme des politiques/réglementations, le développement des ressources humaines et le renforcement institutionnel,
- Un contrat en 1995 avec la University of Minnesota pour le Programme de Soutien à l'Agribusiness (PSA) volet du Projet PAM par le biais duquel le principal institut du Maroc, l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, répond aux besoins des secteurs privé et public dans les domaines de la formation et de l'enseignement en matière de gestion de l'agribusiness, formation en technologie alimentaire, recherche appliquée et vulgarisation pour les producteurs et usine pilote de transformation alimentaire

- Un accord en 1992 de Service avec des Organismes participants (PASA) entre l'USAID et le Ministère de l'Agriculture américain (USDA) qui fournit une assistance technique à court terme, une formation et des services d'achat de produits conçus pour renforcer la capacité du MADRPM à soutenir et à réglementer l'exportation des produits agricoles dans des domaines tels que l'inspection phytosanitaire et les procédures et l'infrastructure de quarantaine les réglementations et procédures de salubrité alimentaire et les systèmes d'information en gestion et investissement et
- Des apports de fonds propres à la mission en 1996 au Projet Biotechnologie agricole pour la Productivité durable du Bureau mondial de l'USAID (ABSP) coordonné par la Michigan State University pour aider à mettre en œuvre la législation récemment approuvée au Maroc sur la protection des variétés de plantes et formuler des réglementations connexes sur la bio-sécurité

Le Projet PAM est géré par le Ministère de l'Agriculture et l'USAID par l'intermédiaire d'un Comité de Gestion de Projet et d'un Comité directeur du Projet dont le dernier est administré sous la coprésidence du MADRPM et d'un représentant du secteur privé. DAI/AMI travaille directement avec un certain nombre d'associations commerciales privées de sociétés privées de l'agribusiness et des instituts locaux de formation. Les principales organisations gouvernementales participant directement à la mise en œuvre du Projet sont la Direction de la Production végétale (DPV/MADRPM) la Direction de la Protection des Végétaux des Contrôles techniques et de Répression des Fraudes (DPVCTRF/MADRPM) la Direction de la Planification et des Affaires économiques (DPAE/MADRPM) l'Établissement autonome de Contrôle et de Coordination des exportations (EACCE) et l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (IAV Hassan II)

La **stratégie** du Projet PAM se concentre sur les filières suivantes

Legumes frais
 Fruits frais (excepté les agrumes)
 Fruits et légumes transformés
 Épices et huiles essentielles
 Olives et huile d'olive (sauf les olives noires de table exclues en 1993)
 Légumineuses à grains
 Fleurs coupées et fleurs ornementales
 Raisins vin et raisins secs (raisins secs exclus en 1993)

L'approche à la mise en œuvre de cette stratégie consiste à passer d'un diagnostic d'une filière donnée à l'élaboration puis à l'exécution de plans d'action tout en restant aussi souple que possible de sorte à pouvoir répondre aux besoins des entreprises privées dans les filières ciblées.

Les huit études de filières ont fourni la base de l'appui apporté aux activités commerciales au renforcement institutionnel et aux réformes réglementaires et de politiques. L'évaluation à mi-parcours du PPAM (octobre 1995) ainsi que les examens périodiques du programme et les

rapports sur sa mise en œuvre documentaient des progrès importants en ce qui concerne toute une gamme d'activités

1.3 Activités principales dans le cadre des quatre volets du projet

Les tableaux des quatre pages suivantes montrent pour chacun des quatre volets les relations qui existent entre les objectifs, les tâches, la portée des activités et les principales réalisations. Ce tableau fournit au lecteur une vue d'ensemble des nombreux aspects de ce projet complexe et de grande envergure. Les titres de la colonne 'Tâches' couvrent les 14 éléments du projet et sont apparées aux numéros de la section correspondante de la deuxième partie du rapport où une description complète est donnée des accomplissements, de la pérennité, de l'impact et des activités de suivi.

Volet #1

Promotion des produits, de l'investissement et de la commercialisation de l'agribusiness

Objectif	Tache	Portee de l'activite	Accomplissements
Diversification et developpement des exportations	2 1 1 Diversifier les echanges des produits de l'agribusiness (Tache 2 DAI)	Contacts avec des importateurs aux Etats-Unis et en Europe Assistance lors des foires Redaction de materiel promotionnel	3010 contacts de societe aux Etats-Unis et en Europe plus de 108 en Asie 117 societes americaines et 108 societes europeennes ont rendu visite au maroc 50 societes marocaines sont venues aux Etats Unis Soutien aux representants marocains lors de 8 foires Articles dans la presse commerciales publications de materiel promotionnel
		Aider les exportateurs a creer des partenariats commerciaux Facilitation du commerce d'exportation notamment les marches non traditionnels	Developpement de 12 partenariats commerciaux entre le Maroc et des entreprises americaines ou europeennes Facilitation de 67 millions \$ au titre de nouvelles exportations dont 55 millions \$ pour des marches non traditionnels
Partenariats commerciaux promotion de l'investissement et transfert de technologie	2 1 2 Augmenter l'investissement etranger (Tache 1 DAI)	Etudes des filieres	9 etudes de filieres
		Etudes de prefaisabilite	5 etudes de prefaisabilite
		Presentations de societes	154 presentations
		Promotion des <i>joint ventures</i>	Promotion de 12 <i>joint ventures</i>
	2 1 3 Administrer le Fonds de Promotion et d'Investissement (Tache 7 DAI)	Dons de partage de couts du fonds special	35 petits dons (max 25 000 \$) adjuges 19 dons importants (max 100 000 \$) adjuges
2 1 4 Ameliorer les technologies appliquees (Tache 3 DAI)	Consultation avec des fournisseurs de technologie americains	Introduction de technologie pour le conditionnement des fruits et des legumes refrigeration par climatisation amelioration du nettoyage des epices nouvelles varietes de fruits et techniques de Lutte integree contre les Ravageurs	
	Ateliers stages jours d'activites pratiques	LIR, essais sur les framboises journees pratiques des fruits a noyau maintention post recolte plantes aromatiques et medicinales prerefrigeration etc	

Volet #2
Améliorer le climat de l'agribusiness

Objectif	Tâche	Portée de l'activité	Accomplissements
Changement réglementaire et de politiques	2 2 1 Améliorer le contexte réglementaire et de politiques (Tâche 6 DAI)	Etudes réglementaires/politiques	Etude de l'unification GATT/UE Etude sur le secteur des transports Contrats de production et arbitrage Enquêtes auprès des investisseurs
		Assistance technique, équipement	Réglementations uniformes de salubrité alimentaire (voir également EACCE, Volet #3) Protection des plantes, protection des variétés des plantes quarantaine des plantes (Voir également DPVCFRF, Volet #3)
		Consultation Séminaires	Consultation sur l'admission des tomates rouges aux Etats-Unis Séminaire sur le rôle de l'arbitrage lors de litiges
	2 2 2 Législation des droits liés à la propriété intellectuelle (ABSP/MSU)	Assistance technique Formation Équipement	Soutien au développement de la loi sur la Protection des Variétés de Plantes par le GM Installation du système d'information pour l'accès en direct au catalogue d'inscription des variétés, présentation des applications PVP Parrainages d'un colloque sur les lois et la bio-sécurité PVP

Volet #3
Renforcer les organisations industrielles et les institutions à l'appui

Objectif	Tâche	Portée de l'activité	Accomplissements
Renforcement institutionnel	2.3.1 Renforcer les associations industrielles et les associations à l'appui (Tâche 4 DAI)	Assistance technique Consultation Soutien lors des foires Ateliers Visites d'études	Collaboration avec 10 associations commerciales et de producteurs pour le soutien aux foires, le transfert de technologie, la protection des variétés de plantes, les contrats de producteur, l'admissibilité des tomates rouges et les visites d'études aux États-Unis
			Ateliers sur la diversification des exportations pour 4 ORMVA Atelier sur les réfrigérants ammoniacaux pour l'ANAF Ateliers sur la maintenance post-récolte des produits périssables
	2.3.2 Améliorer la salubrité alimentaire (DAI/USDA/PASA/PSA/U Minnesota)	Assistance technique Matériel Formation	Assistance à l'EACCE, Distribution de matériel de laboratoire supplémentaire pour la salubrité alimentaire, création des procédures ISO 25, adoption des réglementations de la FDA pour les aliments acidifiés et faiblement acidifiés, adoption de procédures d'inspection et d'application de la salubrité alimentaire, certification des inspecteurs en BPCS, formation aux États-Unis, installation du matériel informatique
Soutenir/réglementer les exportations des produits horticoles	2.3.3 Améliorer les procédures phytosanitaires d'inspection et de quarantaine (DAI/USDA/PASA)	Assistance technique Formation Matériel	Assistance à la DPVCTRF, Formation des inspecteurs phytosanitaires et de quarantaine des plantes par l'USDA/APHIS, installation du matériel à la station de quarantaine des plantes de Bouznika, atelier sur la certification des tomates rouges
	2.3.4 Soutenir les producteurs en matière de sciences agricoles et de pédologie (PSA/UM Tâche B)	Assistance technique Formation Matériel Visites d'échange d'enseignants	Assistance à l'IAV Hassan II, Complexe horticole d'Agadir, équipement de la Clinique Diagnostique, équipement du Laboratoire d'Analyses Sol Eau Plantes, fourniture de matériel informatique, financement de la série de recherche IPM, multiples visites d'échange du corps enseignant avec l'UM pour se familiariser avec le matériel
	2.3.5 Services d'information sur le marché et suivi l'investissement (DAI/USDA/PASA)	Assistance technique Matériel informatique	Assistance de la DPAAE, Mise en place d'un système détaillé d'information sur les prix des produits horticoles pour Casablanca, Assistance à la DPV, Mise en place d'un service d'information pour les investisseurs, conseils sur les bases de données, achat de matériel informatique

Volet #4
 Developpement des ressources humaines

Objectif	Tache	Portee de l activite	Accomplissements
Savoir faire technique, professionnel et en gestion	2 4 1 Formation en technologie pour la transformation alimentaire (PSA/Univ of Minnesota) (DAI/AMI, Purdue U)	Fourniture de l'equipement Assistance technique Deplacements aux Etats-Unis Organisation de brefs stages	Assistance a l IAV/Rabat equiper l'usine pilote de transformation alimentaire pour permettre la formation universitaire en sciences de transformation alimentaire, recherche et test pour les clients de l industrie privree et recherche appliquee en conserverie et congelation
			Brefs stages en BPCS GMP/HACCP controle des processus thermiques, technologie de la transformation alimentaire loi internationale sur l'alimentation et controle de qualite
	2 4 2 Formation en gestion de l agribusiness (PSA/UM Taches C, A-2)	Elaborer du materiel de stage Visites d echange des enseignants	Programme au niveau maitrise a l IAV/Rabat en gestion de l'agribusiness
			Realisation d'un programme d education a l IAV/Rabat et a Agadir pour les professionnels de l'agribusiness en gestion commerciales, acces a l information sur le marche, analyse de l'investissement, gestion de risque, etc
	2 4 3 Formation professionnelle aux Etats-Unis (DAI/AMI Tache 5)	Etude a long terme a l'etranger Stages en industrie	Un candidat au niveau doctorat et deux candidats au niveau maitrise achevent leurs etudes en 1998 dans des universites americaines
			Stage aux Etats-Unis suite a la joint venture entre des entreprises americaines et marocaines de controle du processus

DEUXIEME PARTIE EXAMEN DES ACTIVITES DU PROJET PAM

2 1 Volet #1 Promotion des produits, de l'investissement et de la commercialisation de l'agribusiness

2 1 1 Diversifier le commerce de l'agribusiness

Organismes d'execution DAI/AMI (Tache 2)

Portee des activites Contacts avec des acheteurs aux Etats-Unis et en Europe soutien aux representants marocains lors des foires facilitation de partenariats commerciaux

Accomplissements

Faciliter les contacts avec les acheteurs a l'etranger

(1) Un total de 1 397 contacts ont ete faits avec des societes americaines pour le compte d'exportateurs marocains par telephone courrier ou contact direct a partir du bureau DAI/AMI a Casablanca et du bureau MTDC du projet DAI a Bethesda Maryland lors de visites de delegations marocaines aux Etats-Unis et lors de foires ou un soutien a ete fourni par DAI/MTDC a des societes marocaines participant a la foire ou en visite

(2) Un total de 1 513 contacts avec des societes europeennes ont ete pris par DAI/AMI de Casablanca et lors de visites de delegations marocaines en Europe et de participation a des foires commerciales ou un soutien a ete fourni par DAI/AMI

(3) DAI/AMI et le bureau MTDC ont soutenu les representants marocains lors des foires aux Etats-Unis notamment lors de la Fancy Food and Confection Show (trois fois) la Produce Marketing Show (deux fois) la Food Ingredients Show (une fois) et la Natural Products Show (une fois) Des visites marocaines a d'autres foires telles que la Beer and Beverage Show a ete financee par le projet En Europe le soutien de PPAM a ete fourni a deux reprises pour la Foire d'ANUGA

(4) DAI/AMI a facilite les visites au Maroc de 117 societes americaines interessees par des echanges ou des operations d'investissement notamment ceux participant aux foires marocaines et d'autres delegations (Ce chiffre est inclus dans l'article #1 ci-dessus)

(5) Une publicite a ete faite des produits marocains dans le materiel promotionnel mis au point par DAI/AMI et par des articles places dans la presse commerciale aux Etats-Unis en Europe et au Maroc

(6) En juillet 1997, DAI/AMI organisait conjointement avec Wafabank une conference reussie sur le marche americain de l'huile d'olive, s'attachant aux diverses manieres d'augmenter la valeur ajoutee du produit en passant des envois en gros aux emballages de consommation

Assistance aux exportateurs pour trouver de nouveaux creneaux

(7) Le projet a aide a promouvoir de nouvelles relations commerciales en Europe et aux Etats-Unis en identifiant et en reunissant acheteurs et vendeurs A la fin du projet 67 millions \$ au titre de ventes d'exportation avaient ete realisees grace aux efforts promotionnels de DAI/AMI Les produits etaient notamment les tomates fraiches les fraises fraiches et congelees les capres les herbes et les epices les olives les poivrons congeles la pulpe d'abricot et les roses La

croissance des exportations de fraises vers l'Europe suite à l'intermédiation fournie par le Projet PAM, fut un résultat particulièrement impressionnant. En effet, la part détenue par le Maroc sur le marché est passée de 19% à 42% pendant le projet.

Impact

Ces activités ont eu un impact significatif sur le commerce international du Maroc. Sur les 67 millions \$ au titre des nouvelles exportations, 55 millions \$ provenaient de marchés non traditionnels (marchés qui représentaient moins de 10% des exportations d'un produit donné en 1992 au Maroc) et ont permis d'accroître la diversification des produits de l'exportation de 38 millions \$ (produits qui représentaient moins de 2% des produits agricoles du Maroc en 1992).

Reconnaissant la diminution progressive dans le pourcentage d'exportations représentées par les produits en conserve, DAI/AMI a cherché très tôt à encourager le développement des produits congelés. En facilitant les contacts entre les entreprises américaines et marocaines et en améliorant la compréhension mutuelle de pratiques commerciales, on a réussi à poser les fondements qui ont permis d'accroître nettement les échanges dans les années à venir. Des accords commerciaux sont souvent la base d'investissements conjoints faits par la suite par les deux parties. Aussi, une douzaine des accords commerciaux facilités par le projet apparaissent-ils à nouveau à la section suivante en tant qu'investissement.

Perennite

Les nombreux contacts avec le secteur privé facilités par DAI/AMI continueront à permettre des accroissements du commerce d'exportation au Maroc. La DPV envisage d'assumer certaines fonctions d'information sur l'investissement dans le cadre de sa Cellule de Partenariat. La DPV a proposé un Comité mixte de concertation et de promotion de la coopération maroco-américaine dont ferait partie le Ministère de l'Agriculture et le secteur privé. Cette cellule encouragerait le commerce et l'investissement entre ces deux pays. Tel que noté ailleurs dans ce rapport, nous pensons que le Ministère a un rôle à jouer au niveau de l'information mais que ce sont les organisations du secteur privé telles que le Conseil de Commerce et d'Investissement maroco-américain, créé suite à la signature de l'Accord Cadre sur le Commerce et l'Investissement entre le Maroc et les États-Unis, qui devraient prendre l'initiative.

2 1 2 Accroître l'investissement étranger

Organismes d'exécution DAI/AMI (Tache 1) USDA/PASA en collaboration avec la DPV/DPMVIA

Portée des activités Etudes de filières, études de préfaisabilité, présentations de sociétés, promotions des *joint ventures*.

Accomplissements

(1) Huit études de filières ont été préparées aux fins de directives des investisseurs marocains et étrangers : olives et huile d'olive, primeurs, fleurs coupées, épices/huiles essentielles/plantes.

medicinales vin et raisin de table fruits et legumes transformes fruits frais et legumineuses a grains

(2) Cinq etudes de prefaisabilite ont ete preparees pour d eventuels projets d investissement unite mobile IQF legumes frais coupes transformation integree des pommes de terre Nopalitos (cactus) et sechage et congelation des abricots

(3) Douze *joint ventures* ont ete encouragees entre des societes marocaines et americaines dans les domaines suivants equipement d irrigation (Lindsay Irrigation et Mahgreb Tube) distribution de grains d'artichauts exportations de melons (Lindeman) systemes de pepiniere pepiniere de fraisiers distribution de produits a base d'herbes tomates en serre inspections de salubrite des usines alimentaires commercialisation de la biere distribution de la biere amendement de sols organiques et inoculation de sols

(Note Certains de ces projets ont beneficie de dons du Fonds de Promotion et d Investissement tel qu'indique a la Section 2 1 3)

(4) Aux Etats-Unis, des presentations ont ete faites sur les possibilites d'investissement au Maroc aupres de 154 societes

Impact

DAI/AMI suit le nombre de *joint ventures* encouragees plutot que la valeur effective de l investissement Mais en depassant le nombre de projets d investissement cibles sur la duree du contrat DAI/AMI a clairement eu un impact tres important sur le commerce et l investissement entre le Maroc et les Etats-Unis

Perennite

Voir remarques sur la Perennite a la Section 2 1 1

2 1 3 Administrer le Fonds de Promotion et d'Investissement (PIF)

Organismes d'execution DAI/AMI (Tache 7)

Portee des activites Dons de partage de couts

Accomplissements

Le but du PIF est de diminuer les risques lies au developpement de nouveaux creneaux de produits de technologies et de services par le biais du partage des couts Le PIF couvre les etudes de marche, la promotion de marche les etudes de preinvestissement la recherche et le developpement de produits ainsi que les services de gestion Le niveau maximum pour les petits dons est de 25 000 \$ et pour les dons plus importants la somme peut aller jusqu'a 100 000 \$ La demande pour ce service etait moindre que prevue et par consequent certains fonds ont ete reprogrammes pour d'autres utilisations du projet Trente-cinq demandes pour des petits dons ont ete approuvees et 19 pour des dons importants Voici certains exemples de dons

(1) Un don conjoint a SASMA (service prive de recherche agricole appliquee) et a la DPVCTRF en relation avec le programme de pieges pour la mouche mediterraneenne (dans le cadre de l effort visant a rajouter les tomates rouges a la liste des produits autorises par l USDA)

- (2) Un don important aux Fermes du Levant pour produire du mycorhizae pour les amendements de sol
- (3) Un don important pour une pepiniere de fraises en altitude (CASEM et EMCO-Cal)
- (4) Projet de commercialisation et de controle de qualite des melons pour Lindeman (societe americaine)
- (5) Conditionnement a atmosphere modifie
- (6) Essai de transport non refrigere par camion
- (7) Don pour la production d'huile d argan pour ELSARGANE
- (8) Introduction de nouveaux plans pour la distillation des huiles essentielles et l equipement de sechage des herbes
- (9) Production de plants organiques pour l'aromatherapie et l'utilisation cosmetique (Nectarome)

Perennite

La reussite commerciale de ces investissements determinera la mesure de la perennite et de la reproduction de ces activites

2 1 4 Ameliorer les technologies appliquees

Organisme d'execution DAI/AMI (Tache 3) UM/PSA et IAV/CHA

Portee des activites Consultation avec des fournisseurs de technologie americains facilitation de contacts avec des utilisateurs marocains ateliers, stages journees pratiques

Accomplissements

Le Projet PAM a identifie et facilite l'introduction commerciale de nouvelles technologies en matiere de production, conditionnement et transformation et les a adaptees pour qu elles soient viables au Maroc A l avis de DAI/AMI, la technologie est transferee lorsqu elle'est importee commercialement et que son impact peut etre identifie aux niveaux de l'exploitation agricole de la societe ou de l'organisation Voici entre autres certaines de ces technologies

- (1) Recherche et consultation pour ameliorer le materiel de conditionnement des fruits et legumes afin de diminuer les pertes entraenees par la deterioration des conteneurs en carton servant a l'expedition de fruits Ainsi les transitaires marocains pourront utiliser efficacement la refrigeration par climatisation Des 1998 les transitaires ont commence a adopter de nouveaux materiels
- (2) Des systemes de climatisation a ventilation forcee ont ete introduits pour ameliorer la capacite et la qualite de stockage des produits par le biais de techniques de prerefrigeration Du materiel de refrigeration par climatisation a ete achete aux Etats-Unis en mai 1998
- (3) Introduction de methodes ameliorees de nettoyage des epices a l'origine de l'achat et de l'installation du materiel de la societe americaine Carter Day par la societe marocaine Forafric
- (4) Introduction de nouvelles varietes de fruits et de legumes De nouvelles sources de fraisiers ont ete identifiees pour que le Maroc depende moins de concurrents sur le marche de l'Union europeenne par exemple l'Espagne La variete Sweet Charley a ete introduite des Etats-Unis Une nouvelle variete d'artichauts (Imperial Star) a ete introduite des Etats-Unis Introduction de varietes de peches low chill "

(5) Des techniques de Lutte integree contre les Ravageurs ont ete introduites avec l'assistance du Projet du Minnesota/PSA a l'Universite IAV Hassan II

(6) Introduction du systeme HACCP de gestion de salubrite alimentaire

(7) Atelier et jours pratiques sur la Lutte integree contre les Ravageurs essais de terrain pour les framboises journees pratiques pour les fruits a noyau manutention post-recolte asperges plantes aromatiques et medicinales, fruits et legumes congeles et prerefrigeration

Impact

En decembre 1997 un total de 155 societes avaient adopte une nouvelle technologie suite aux efforts de DAI/AMI augmentant ainsi la capacite du Maroc a exporter des produits de meilleure qualite acceptables sur les marches mondiaux Des techniques de Lutte integree contre les Ravageurs ont ete introduites au Maroc et une recherche est en cours au Complexe horticole d'Agadir (Hassan II) De nouvelles varietes de fruits et legumes ont ete introduites qui ouvriront de nouveaux creneaux pour les exportations marocaines

Perennite

Les contacts entre des societes americaines et marocaines pris a l'initiative de DAI/AMI continueront a faciliter le transfert de technologie Actuellement la societe CASEM est en train de faire des essais annuels sur de nouvelles varietes de fruits et les pepinieres d'arbres fruitiers continuent egalement a introduire de nouvelles varietes CHA continuera a participer a la recherche sur la Lutte integree contre les Ravageurs et au transfert de technologie associe a cette recherche

2 2 Volet #2 Ameliorer le climat de l'agribusiness

2 2 1 Ameliorer le climat reglementaire et de politiques

Organismes d'execution DAI/AMI (Tache 6) et DPV DPVCTRF EACCE APEFEL SASMA et autres

Portee des activites Etudes consultations et seminaires en matiere de politiques et reglementations

Accomplissements

(1) Etude de l'impact de l'Accord du GATT ainsi que de l'unification et de l'expansion du marche de l'Union europeenne sur la competitivite des exportations marocaines

(2) Etude du Secteur des Transports internationaux au Maroc pour identifier les contraintes au transport routier Par le biais de l'intervention du Ministere de l'Agriculture avec la Direction des Douanes l'approbation a ete obtenue pour une inspection a un seul endroit de biens congeles transportes par camion d'ou des economies de temps et une reduction des primes de risque de plus de 1 million \$ par an

(3) Elaboration de contrats modeles des produits agricoles et de procedures d'arbitrage pour resoudre les litiges entre les producteurs et les acheteurs Des contrats modeles ont ete adoptes aux fins d'utilisation commerciale

(4) Soutien à l'initiative de la tomate rouge' visant à obtenir une autorisation de l'USDA pour l'importation de tomates rouges marocaines. Le PPAM a fourni divers appuis, notamment pour la prise de contact avec l'USDA/APHIS par le biais de l'Accord PASA, la mise au point avec SASMA d'un programme de pièges pour la mouche méditerranéenne (soutenu par un don de PIF) et un produit permettant de lutter contre la mouche méditerranéenne sans nuire à l'environnement (SureDye), la conception de solutions aux contraintes logistiques et commerciales, notamment les serres et le matériel de conditionnement et des expéditions combinées par camion et par voie aérienne vers les États-Unis via l'Europe.

(5) Enquête des représentants de sociétés américaines se rendant au Maroc pour déterminer pourquoi les échanges commerciaux et l'investissement des États-Unis au Maroc sont tellement faibles. Les obstacles mentionnés concernaient notamment le fait que les usines n'étaient pas enregistrées auprès de la FDA, l'utilisation limitée d'étiquettes en anglais et la communication insuffisante entre marocains et acheteurs américains.

(6) Enquête auprès des acheteurs de l'Union européenne (1994) et des acheteurs en Amérique du Nord (1998) qui indiquait que les pratiques commerciales inadéquates avaient des conséquences négatives sur les exportations marocaines. Une bonne qualité, des prix faibles et une sensibilité aux conditions demandées par l'acheteur permettront au Maroc de rester sur le marché.

(7) Assistance par le biais de PASA pour l'élaboration de réglementations uniformes de salubrité alimentaire (voir Section 2.3.2 sur les actions de l'EACCE).

(8) Assistance à la DPVCTRF concernant la protection des plantes, la protection des variétés de plantes et les procédures de quarantaine des plantes (voir Section 2.3.3).

Impact

Toutes les études susmentionnées ont eu un impact positif sur le climat de l'agribusiness au Maroc. Par exemple, l'étude sur le secteur des transports a permis une diminution du coût excédentaire imputable aux retards administratifs, avec une baisse de 18 000 FF à 10 000 FF, d'où des économies annuelles d'au moins 1 million \$. Cela a également permis de renforcer la compétitivité des exportations marocaines. La participation du PPAM à l'initiative de la tomate rouge a aidé à compléter le dossier et a amené l'initiative au point où toutes les actions nécessaires ont été prises du côté marocain pour obtenir l'approbation de l'USDA pour l'importation de tomates marocaines. L'ouverture du marché des États-Unis aux tomates donnera un nouvel élan aux exportations de tomates marocaines qui ont commencé à sentir les restrictions sur les exportations vers l'UE. Les activités du PPAM avec l'EACCE concernant les mesures de salubrité alimentaire dans le cadre des trois mécanismes institutionnels aident à améliorer l'accès au marché des États-Unis et donnent davantage confiance dans la qualité des produits marocains. Un impact déjà atteint est celui de la réduction du nombre de sociétés marocaines sur la liste de détention automatique de la FDA, nombre qui est passé de 40 en 1994 à zéro en 1997. L'utilisation de contrats de production, s'ils sont appliqués à grande échelle, devrait permettre une meilleure qualité des matières brutes et un approvisionnement plus fiable.

Perennite

L'EACCE et la DPVCTRF ont la capacité de continuer leurs activités concernant la salubrité alimentaire, la protection des variétés de plantes et les contrôles phytosanitaires des tomates.

rouges Les questions de transport sont confiées actuellement à une commission interministérielle créée récemment

2 2 2 Legislation concernant les droits de propriété intellectuelle

Organismes d'exécution Projet de Biotechnologie agricole pour la Productivité durable (ABSP) de la Michigan State University en collaboration avec la DPVCTRF et avec un soutien éducatif et promotionnel de DAI/AMI

Portée des services Assistance technique formation matériel

Accomplissements

- (1) Séminaire national sur la protection des variétés de plantes organisé en 1993 par le Ministère de l'Agriculture qui a mis à jour le problème que connaissait le Maroc pour obtenir de nouvelles variétés agricoles et du plasma germinatif suite au manque de protection juridique pour les détenteurs de brevets (en fonction d'un suivi de DAI/AMI)
- (2) Atelier national des Variétés d'Arbres fruitiers en 1996 où a été débattu l'avant-projet de loi sur la Protection des Variétés de Plantes avec la participation de l'Association des Arbres fruitiers du Maroc ANAPROF
- (3) Assistance pour la formulation de la loi sur la Protection des Variétés de Plantes (1995) revue et adoptée en 1996 par le Parlement Cette loi vérifie la conformité du Maroc avec la convention de l'Union internationale pour la Protection des Variétés de Plantes (UPOV) et avec l'Accord sur les Aspects commerciaux des Droits de Propriété intellectuelle (TRIPS) nécessaires aux fins d'affiliation avec le GATT
- (4) Visite auprès de l'industrie de la fraise en Floride et en Californie en 1995 avec un soutien de la Commission des Fraises de la Californie
- (5) Visite auprès de l'industrie des plants d'arbres en Floride et en Californie en 1996 notamment information sur les procédures de brevet et les travaux de recherche et développement financés par le privé
- (6) Conjointement avec la DPVCTRF organisation d'un Colloque international en mars 1997 sur la Protection des Variétés de Plantes et la Bio-sécurité au Maroc visant à renforcer la connaissance de la loi et à accélérer sa mise en œuvre intégrale au sein des entités des secteurs public et privé
- (7) Une formation supplémentaire aux États-Unis a été fournie en mai 1997 au personnel des secteurs public et privé
- (8) Équipement informatique et assistance technique pour le Service du Contrôle des Semences et Plants au sein de la DPVCTRF pour améliorer la communication entre le bureau central et 14 stations de terrain pour fournir un accès direct au catalogue d'enregistrement des variétés et pour permettre une présentation électronique de demandes de PVP des centres régionaux et sélectionneurs du secteur privé

Perennite

La DPVCTRF et le Ministère de l'Agriculture ont la capacité de fournir un service de haute qualité aux entités des secteurs privé et public souhaitant enregistrer et protéger les variétés

2 3 Volet #3 Renforcement des organisations industrielles et des institutions a l'appui

2 3 1 Renforcement des organisations industrielles et des institutions a l'appui

Organismes d'exécution DAI/AMI (Tache 4) avec l'USDA/PASA en collaboration avec l'EACCE la DPVCTRF plusieurs ORMVA et de nombreuses associations commerciales et organisations privées

Portée des activités Assistance technique consultation ateliers

Accomplissements

Associations des producteurs et associations commerciales -

(1) DAI/AMI a travaillé avec des organisations commerciales (ADAME ADEPAM ANAPROF APNOR AMPEXFLEURS APEFEL FICOPAM ASPRAM AAA) représentant les producteurs et les exportateurs de fruits frais d'herbes d'épices et de plantes médicinales de fleurs de raisins d'arbres arganiers et une fédération de la transformation alimentaire. L'assistance fournie à ses organisations portait sur diverses activités telles que les audits la réalisation de foires commerciales la planification de la gestion la protection des variétés de plantes l'introduction de nouvelles technologies les tests des contrats modèles passés avec les producteurs, l'admissibilité aux États-Unis des tomates rouges les réglementations de salubrité alimentaire etc

(2) Travaillant avec une association de stockage à froid ANAF un manuel a été élaboré par DAI/AMI sur l'utilisation sans risques des réfrigérants ammoniacaux et une assistance a été fournie à un atelier sur la réfrigération en 1994

(3) DAI/AMI a travaillé en étroite collaboration avec APEFEL, à Agadir pour aider les producteurs et les responsables des stations de conditionnement à améliorer la manutention post-recolte des cultures périssables. Une assistance a été fournie à des ateliers en 1995, (2) en 1996 (3) en 1997 (2) et en 1998. Un atelier couronné de succès sur les tomates les melons et les fraises comptait 48 participants en 1997. Il a notamment traité de la question très importante du contrôle de la température dans les stations de conditionnement. APEFEL est également le principal lien associatif concernant les activités déployées pour l'admissibilité des tomates rouges

(4) Le PPAM a organisé une visite d'études aux États-Unis pour deux personnes de l'APEFEL et une personne de l'IAV/CHA (Dr Hafidi) pour voir comment des universités américaines travaillent avec des groupes de producteurs et des entreprises agricoles pour élaborer des unités conjointes de recherche et de service en insistant sur la recherche pour la lutte intégrée contre les ravageurs et la communication de l'information aux producteurs. La visite a permis de réfléchir à la manière dont on pouvait gérer la collaboration entre l'IAV et l'APEFEL et d'autres organisations dans la région de Souss-Massa groupe appelé à présent "Agripole". Dans le cadre d'un suivi DAI/AMI a décrit pour APEFEL la manière dont fonctionnent les conseils consultatifs et les "marketing orders" en ce qui concerne la recherche et le développement les restrictions de superficie et de commercialisation et la mobilisation de fonds pour souscrire à des programmes d'université-industrie

(5) Des associations commerciales telles qu'AMPEXFLEURS, ont reçu un soutien de DAI/AMI lors de foires aux Etats-Unis et en Europe tel que décrit à la Section 2.1.1 sur la diversification des échanges commerciaux

Institutions à l'appui

(6) DAI/AMI a collaboré avec quatre ORMVA pour réaliser des ateliers sur la diversification des exportations agricoles

(7) Le Projet PAM par le biais de l'USDA/PASA et de DAI/AMI a aidé l'EACCE pratiquement tout au long du projet du point de vue assistance technique et distribution de matériel pour améliorer la salubrité alimentaire. Ces activités sont décrites à la Section 2.3.2 sur la Salubrité alimentaire

(8) L'assistance à la DPVCTRF également par le biais de l'USDA/PASA comprenait une assistance technique et un matériel pour la station de quarantaine des plants à Bouznika tel que décrit à la Section 2.3.3 sur les procédures phytosanitaires et de quarantaine et une visite aux Etats-Unis organisée par l'USDA/APHIS

Impact

Les producteurs ont bénéficié de l'introduction d'une nouvelle technologie et de l'information sur la diversification des cultures lors d'ateliers organisés avec des associations de producteurs. Les principaux bénéficiaires étaient les associations s'occupant de la production et de la promotion des exportations de fruits frais et de légumes et ses organisations se sont montrées très satisfaites par le Projet PAM. La FICOPAM représentant les transformateurs alimentaires reconnaît que ses membres ont bénéficié d'une formation en matière de GMP/HACCP et BPCS. En accroissant la participation aux foires commerciales aux Etats-Unis et en Europe, les associations commerciales ont forgé de nouveaux contacts commerciaux permettant de diversifier les marchés d'exportation. Le soutien apporté par le PPAM à des institutions d'appui telles que l'EACCE et la DPVCTRF a permis d'améliorer dans l'ensemble le contrôle de la salubrité alimentaire et du matériel des plantes et a nettement amélioré l'image du Maroc en tant que fournisseur de produits alimentaires de qualité.

Perennité

Le présent rapport recommande dans d'autres sections d'apporter un appui supplémentaire à l'EACCE et à la DPVCTRF, bien que ces entités soient déjà autosuffisantes dans une grande mesure. La question de la participation de l'APEFEL à l'amélioration des services de vulgarisation dans la région d'Agadir et à la collaboration avec l'IAV/CHA pour la recherche et les tests mérite une attention supplémentaire car elle pourrait contribuer tant à la perennité du complexe de laboratoire du CHA qu'à l'amélioration de la production agricole dans la région. De même, le développement supplémentaire d'Agripole détient un grand potentiel pour la coopération intersectorielle dans la région d'Agadir.

Activités de suivi

L'on recommande fortement qu'une étude soit entreprise par un consultant externe sur 'l'interface' entre et au sein des producteurs et des parties de l'accord d'Agripole dont au moins une association de producteurs (APEFEL), ORMVA Souss-Massa et IAV/CHA. Le développement supplémentaire d'Agripole et son rôle futur ferait partie de cette étude. Celle-ci

pourrait présenter des propositions bien fondées indiquant diverses manières de résoudre certains des problèmes qui subsistent encore dans ce domaine. Il existe de bonnes possibilités à ce niveau de développer davantage la coopération entre les secteurs public et privé et de décentraliser les services publics.

2 3 2 Améliorer la salubrité alimentaire

Organismes d'exécution DAI/PASA (Tache 4) en collaboration avec l'Établissement autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE) et PSA-UM/IAV

Portée des activités Assistance technique de l'USDA, la FDA, la Purdue University, la University of Minnesota et l'Association nationale des Transformateurs alimentaires, plus apport de matériel de laboratoire.

Accomplissements

- (1) DAI/AMI a fourni un équipement de laboratoire supplémentaire pour optimiser les capacités analytiques afin de détecter les résidus de pesticide et vérifier la salubrité et la qualité des produits alimentaires (conservatifs, colorants, métaux lourds)
- (2) Évaluation et consultation concernant la gestion en laboratoire de la part d'un spécialiste de l'USDA lors de trois visites au Maroc en 1997 et en 1998 pour vérifier leur conformité avec les Directives 25 de l'International Standards Office (ISO 25). La certification ISO 25 est prouvée pour juin 1998.
- (3) Formation d'un membre du personnel de l'EACCE aux États-Unis par le fabricant de l'équipement nouvellement installé de détection des résidus de pesticide à base de carbamate.
- (4) Adoption des procédures d'inspection et d'application concernant la salubrité alimentaire dans les usines de transformation alimentaire pour se conformer aux conditions de la FDA concernant les bonnes Pratiques de Gestion (GMP) et les procédures d'Aliments en Conserve à faible teneur en Acides/Aliments peu acidifiés (LACF/AF) pour les produits importés aux États-Unis. De même, l'EACCE a aidé à résoudre certains problèmes concernant les demandes faites auprès de la FDA par un certain nombre de responsables de la transformation alimentaire.
- (5) Participation des inspecteurs de l'EACCE aux stages de formation : stage de formation AMI/Purdue/FDA/NFPA en matière de production alimentaire thermique et d'aliments acidifiés (1993), Formation en Processus thermique (1994), GMP/HACCP (1994 et 1996), LACF/AF (1995 et 1996), formation en certification pour une Better Process Control School (FDA) (1996). Trente-neuf ingénieurs et inspecteurs de plantes ont été certifiés par la FDA en 1996. L'école BPCS approuvée par la FDA en 1996 avec la Purdue University était la première autorisée par la FDA sur le continent africain et la seule en français. [Voir également la Section 2 4 2 sur la Formation portant sur la Technologie de Transformation alimentaire pour plus d'information sur le soutien PSA/UM pour d'autres brefs stages en transformation alimentaire, notamment la formation en BPCS en 1998. Cette fonction a été transférée à l'IAV Hassan II qui prévoit de réaliser tous les deux ans une BPCS autorisée par la FDA.]
- (6) Transposition en code administratif marocain des réglementations FDA concernant les aliments à faible teneur en acide et des aliments peu acidifiés. Une loi générale sur l'application des mesures de salubrité sanitaire a été présentée en 1997 au Parlement, bien qu'un code national

formel s'appliquant aux produits alimentaires destinés à la consommation nationale et aux exportations n'ait pas encore eu lieu

(7) Identification par DAI/AMI de problèmes au niveau des détentions par la FDA de produits alimentaires transformés du Maroc dans des ports américains et recommandations pour résoudre les problèmes. Le nombre de sociétés sur la liste de détention automatique est passé de 40 à zéro

(8) Apport de matériel informatique pour l'USDA pour automatiser la gestion de données au sein de l'EACCE concernant le contrôle de qualité des exportations. La liste des exportateurs certifiés, l'information sur les normes d'importation sur les marchés aux États-Unis et en Europe. L'installation s'est accompagnée d'une assistance technique et d'une formation de la part d'un spécialiste informatique de l'USDA dans le cadre de quatre visites faites au Maroc entre 1995 et 1998. Autre effet : les données notées par les délégations régionales de l'EACCE au point d'exportation des fruits frais et des légumes transmises par ordinateur au siège permettent une tabulation exacte des exportations marocaines de ces catégories de produits alimentaires

(9) Une société marocaine a créé un partenariat avec la société américaine "PhF" en vue de fournir une formation et un contrôle de processus aux industries marocaines de transformation sur une base payante

(10) Avec l'assistance du PPAM, l'EACCE fait à présent partie du réseau de laboratoire de test des épices de l'Association américaine du Commerce des Épices (American Spice Trade Association)

(11) Apport de matériel et d'assistance technique par DAI/AMI pour un nouveau laboratoire de test et de contrôle de la qualité du conditionnement à l'EACCE

Impact

Les représentants officiels de l'EACCE indiquent que le Projet PAM a eu un impact dans les trois domaines suivants de leur organisation : expertise, formation et équipement. Ils pensent qu'à présent l'EACCE est mieux équipée pour assumer ses responsabilités du point de vue

- Certification initiale et annuelle des usines de transformation des fruits et légumes (40 usines) et des usines de transformation des produits de la pêche (40 usines) en ce qui concerne la transformation thermique, les fermetures des conteneurs et les mesures d'hygiène conformément aux normes de la FDA et de l'UE
- Contrôle de qualité et produits horticoles frais au point d'exportation
- Contrôle de salubrité alimentaire par le biais d'une analyse de laboratoire pour détecter les résidus de pesticide
- Test pour vérifier la fermeture hermétique des conteneurs (conserves, verre, sacs en poly, cartons)

Le projet a permis de renforcer les possibilités d'exportations marocaines aux États-Unis et dans d'autres pays en introduisant des contrôles plus stricts du point de vue processus et hygiène dans les usines de transformation alimentaire et en ayant un laboratoire certifié qui détecte les résidus de pesticide sur les fruits frais et les légumes. Au moins 12 stages de formation en matière de GMP/HACCP et BPCS ciblant le secteur privé ont été organisés par le Projet PAM et suivis par plusieurs centaines de représentants des sociétés de transformation alimentaire et de l'EACCE. Par conséquent, ces transformateurs arrivent à mieux contrôler les processus de fabrication

faisant que leurs produits sont davantage acceptés aux Etats-Unis et sur d'autres marchés. En regroupant les représentants des secteurs privé et public lors des séances de formation, on a vérifié qu'ils travailleraient à partir de la même base d'information. (Il convient de noter toutefois que la FDA met toute la responsabilité de la production d'aliments sains sur le compte du transformateur et non pas sur un organisme réglementaire tel que l'EACCE.)

Perennite

L'EACCE est une organisation viable puisqu'elle est soutenue par un impôt sur toutes les importations alimentaires équivalent à 0,1% de leur valeur. Du point de vue opérationnel, Michael Wehr, le spécialiste de l'USDA, a conclu que la viabilité du laboratoire est adéquate en ce qui concerne la formation, la planification des activités et la budgétisation. Toutefois, il a indiqué que le budget d'entretien et de réparation du matériel doit se fonder sur l'expérience et le niveau de performance requis par l'équipement et a également suggéré que la planification annuelle des activités devait se faire bien à l'avance.

Activites de suivi

(1) Une ou deux visites supplémentaires (une à la fin de 1998 et une en 1999) pour le spécialiste des Systèmes d'Information en Gestion de l'USDA (Gaillard). Le but des visites est de perfectionner le système informatique et de superviser l'installation d'un nouveau système pour des utilisateurs de l'étranger puissent avoir accès à l'intranet de l'EACCE à partir d'une ligne individuelle par le biais de l'Internet. Cela facilitera la diffusion de données sur les exportations réunies par l'EACCE et de la base de données de l'EACCE sur les réglementations d'exportation du Maroc et les réglementations des pays importateurs.

(2) Une ou deux visites supplémentaires de la part de spécialistes américains du conditionnement pour aider le laboratoire du matériel de l'EACCE en ce qui concerne les procédures de test pour le matériel d'emballage en métal, en verre et en plastique et pour donner des conseils sur les procédures de réglementation des activités et les conditions du point de vue personnel pour le nouveau laboratoire du contrôle de qualité du conditionnement de l'EACCE.

(3) Echanges de visites par le personnel de l'EACCE et de la FDA pour continuer à travailler sur un memorandum d'accord qui reconnaîtra le niveau de salubrité assuré par les procédures de l'EACCE et qui simplifiera l'importation de produits alimentaires du Maroc aux Etats-Unis.

2.3.3 Améliorer les procédures d'inspection phytosanitaire et de quarantaine

Organismes d'exécution DAI et USDA/PASA (Tâche 4) en collaboration avec la DPVCTRF

Portée des activités Assistance technique, formation et achat de matériel par l'USDA

Accomplissements

(1) L'USDA a aidé à équiper la Station de Quarantaine des Plantes de Bouznika (première station de ce type au Maroc), renforçant la capacité de la DPVCTRF à réglementer l'importation de nouvelles plantes et de matériel de plantation ainsi que l'inspection et la quarantaine des espèces de plantes marocaines destinées à l'exportation.

(2) Le personnel de l'USDA/APHIS a fourni une assistance technique et une formation portant sur le fonctionnement de l'équipement et les procédures de travail (en cours). Une assistance a également été apportée concernant les procédures d'inspection dans les ports, les aéroports et d'autres ports d'entrée ainsi que pour le contrôle de l'utilisation des pesticides.

(3) La DPVCTRF, de pair avec d'autres organisations, a reçu une assistance de l'USDA concernant le dossier technique de l'exportation des tomates rouges. La DPVCTRF était responsable de la création du réseau de pièges pour la mouche méditerranéenne (avec l'assistance de l'APEFEL dans la région d'Agadir).

(4) Un soutien pour les déplacements du personnel de la DPVCTRF à un atelier aux Philippines portant sur la protection et la quarantaine des plantes, organisé par l'APHIS.

(5) Déplacement aux États-Unis de trois membres du personnel de la DPVCTRF dans les installations de l'USDA à Washington D.C. et l'aéroport de Miami pour échanger des informations sur les procédures de quarantaine (en cours).

Impact

Grâce à la création de sa première station d'inspection et de quarantaine des plantes, le Maroc peut vérifier que le matériel de plantes importé et exporté n'est pas contaminé par les maladies et les insectes. Le soutien fourni à ce niveau par le Projet PAM contribue donc à l'amélioration générale du climat de l'agribusiness au Maroc.

Perennite

En tant que division du Ministère, la DPVCTRF ne devrait avoir aucun problème à maintenir les opérations de la station de quarantaine une fois que le personnel est entièrement formé.

Activites de suivi

Un soutien supplémentaire à la DPVCTRF est nécessaire pour élaborer sa capacité à gérer efficacement la Station de Quarantaine de Bouznika. Cette station en est encore à l'étape de démarrage et certains éléments de l'équipement ne fonctionnent pas encore. C'est dû partiellement au manque de formation portant sur l'utilisation de l'équipement. Autres besoins : amélioration des procédures de manutention des échantillons et des pratiques de gestion du travail. Ces besoins ont été traités dans le premier cas grâce à la visite de deux spécialistes de l'USDA/APHIS à Bouznika et d'une mission de formation aux États-Unis pour trois membres du personnel de la DPVCTRF en juin. Une formation supplémentaire devrait être prévue dans les deux prochaines années pour assurer l'utilisation complète de l'installation de Bouznika.

2 3 4 Soutien aux producteurs concernant les sciences culturelles et pédologiques

Organismes d'exécution UM/PSA (Tâches B-1, B-2, B-3) en collaboration avec le Complexe horticoles d'Agadir, IAV Hassan II.

Portée des activités/modalités Assistance technique, formation, échanges du corps enseignant, équipement.

Accomplissements

(1) Equiper la Clinique Diagnostique pour l'analyse du matériel des plantes afin d'identifier les maladies et les attaques des insectes sur les cultures locales. La clinique a été ouverte en janvier 1997 et 340 échantillons ont été reçus des producteurs et traités pendant la première année d'opérations. Un responsable du diagnostic a été recruté et formé par PSA. Un logiciel a été mis au point par PSA pour la clinique pour faciliter la tenue des dossiers, la création des rapports aux producteurs et la facturation. Avec un tarif de base par échantillon de 200 Dh, des recettes totales de 68 000 Dh ont été mobilisées.

(2) Equiper le Laboratoire d'Analyses Sol-Eau-Plantes. Ouvert en octobre 1997, le laboratoire a reçu et a traité plus de 300 échantillons depuis. Deux techniciens CHA travaillent dans le laboratoire. Un programme informatique a été mis au point pour informatiser la saisie et l'extraction de données et pour créer des rapports et les factures destinés aux producteurs.

(3) De multiples visites aux Etats-Unis par trois coordinateurs et autres membres du personnel du CHA ont été organisées par l'UM et un certain nombre de spécialistes des Etats-Unis ont rendu visite au CHA pour faire progresser le programme.

(4) Une serre dont les conditions environnementales sont contrôlées qui se destine à la recherche sur la lutte intégrée contre les ravageurs a été construite sur le campus de l'IAV avec des fonds de PSA et ouverte en octobre 1997. La recherche initiale se concentrait sur les tomates. Des locaux sont en train d'être construits avec des fonds du PSA pour l'élevage des insectes qui seront utilisés lors des essais. Le projet a également parrainé des visites de la part de deux spécialistes de la lutte intégrée contre les ravageurs au Maroc qui a fourni des conseils au corps enseignant du CHA concernant les programmes de LIR.

(5) L'IAV a organisé et accueilli un symposium international sur la Production et la Protection intégrées (PPI) en mai 1997 avec l'assistance du PSA. Deux cents personnes sont venues assister du Maroc et 100 personnes de l'étranger.

(6) Grâce à un financement de PSA, l'IAV a organisé deux réunions de diffusion du transfert de technologie pour les producteurs afin de discuter de la connaissance actuelle des pratiques LIR. La réunion de janvier 1997 comptait 150 producteurs et 400 sont venus assister à la séance de mai 1998.

(7) Vu l'expertise résultante des échanges de spécialistes avec l'UM, l'IAV a été capable d'organiser plusieurs réseaux de LIR avec des groupes de producteurs de la région d'Agadir.

(8) Grâce à un soutien financier du PSA, l'IAV a organisé un atelier de deux jours sur la fertigation des tomates en février 1998 qui a été coparrainé par l'APEFEL.

Impact

Le Projet PAM par le biais du volet PSA/UM au Complexe horticole d'Agadir a fait une contribution très importante et très visible à la technologie appuyant le secteur de l'agribusiness privé au Maroc. Le CHA indique que les producteurs sont satisfaits de l'installation et cela a été confirmé par un représentant officiel de l'APEFEL, une association représentant les exportateurs de fruits et de légumes.

L'impact de CHA sur la communauté locale des producteurs, la clientèle du CHA pour les services de laboratoire et autres services techniques a été renforcé grâce à la création d'un Conseil consultatif de producteurs en 1997. Le Conseil s'est réuni à quatre reprises en 1997 et à deux reprises jusqu'à présent en 1998 pour discuter de la recherche conjointe dans des

domaines tels que la LIR. Le CHA espere utiliser le Conseil pour financer d'autres travaux de recherche sur des sujets importants tels que la fertigation. Recemment le CHA a pris l'initiative d'aider a creer ce qui est appele 'AGRIPOLE', initiative ambitieuse visant a creer une entite coordinatrice composee de quatre associations de producteurs : deux chambres locales du commerce ORMVA Souss-Massa, SASMA, EACCE, DPVCTRF, DPV et IAV. CHA considere que le groupe permettra une cooperation plus etroite du point de vue recherche et vulgarisation agricole entre les secteurs public et prive tout en atteignant parallelement un nombre croissant de producteurs pour leur apporter des technologies ameliorees.

Perennite

La perennite des installations de service pour les producteurs est un sujet qui preoccupa CHA. Actuellement la question fait l'objet de discussion et de planification importantes. Manquant d'un soutien budgetaire institutionnel et important pour le fonctionnement des installations (autre que les salaires du corps enseignant et les services publics), CHA depend du recouvrement de paiements de la part des producteurs qui ne sont pas encore assez nombreux pour le soutenir. Par exemple le Directeur a estime qu'il faudrait traiter environ cinq fois autant d'echantillons (environ 1 500) par le biais du Laboratoire d'Analyses Sol-Eau-Plantes pour que celui-ci devienne autosuffisant. Jusqu'a present les efforts deployes pour faire connaitre les laboratoires n'ont pas rapporte tous les resultats esperes. C'est un "travail en cours" et un certain nombre d'idees ont ete avancees a ce propos : notamment demander aux membres du corps enseignant de passer une partie importante de leur temps sur le terrain pour rendre visite aux producteurs et pour leur faire connaitre les services du CHA. L'initiative AGRIPOLE a la capacite necessaire pour traiter de ce "probleme d'interface" bien qu'il soit trop tot pour dire si cette entite permettra de combler l'ecart traditionnel qui separe les secteurs.

Activites de suivi

Aux fins d'arriver a la viabilite financiere, la Clinique Diagnostique et le Laboratoire d'Analyses Sol-Eau-Plantes au CHA, finances par le Projet PAM, doivent traiter un nombre bien plus eleve d'echantillons de fruits et legumes provenant des producteurs. La necessite de se trouver une clientele plus importante est reconnue par le CHA et des efforts sont faits pour traiter de ce probleme d'interface tel que decrit a la Section 2.3.4. L'on recommande de garder un consultant a court terme pour examiner les nombreux facteurs qui interagissent en vue d'affecter la viabilite des services offerts par le CHA aux producteurs. Bien qu'il existe a l'evidence des questions politiques, une analyse de la situation faite par un consultant de l'exterieur, qu'il soit marocain ou americain, ayant de l'experience en matiere de renforcement des institutions rurales, permettrait de rediger des propositions qui pourraient etre envisagees par la nouvelle entite de coordination 'Agripole'. Une partie importante de l'analyse se pencherait sur le role eventuel de l'APEFEL en ce qui concerne la communication avec les producteurs. Nous recommandons que le CHA souleve la question avec les parties concernees pour voir si elles sont d'accord sur la necessite et l'utilite d'une telle etude. En effet, sans le soutien des producteurs et des organisations de producteurs, ainsi que d'institutions publiques comme l'ORMVA, les laboratoires risquent de ne pas devenir autonomes du point de vue financier.

La creation d'un Conseil consultatif des producteurs et la signature d'un accord pour creer une entite connue sous le nom d'Agripole comprenant des representants d'ORMVA Souss-Massa EACCE SASMA, DPVCTRF INRA et IAV plus quatre groupes de producteurs et deux chambres locales de commerce represente un bon debut. Le groupe est vu comme ayant les capacites necessaires pour promouvoir une collaboration plus etroite dans le domaine de la recherche et de la vulgarisation agricole entre les secteurs public et prive. Une etude du marche pour les services de laboratoire et l'attitude des producteurs face a l'IAV commanditee par l'UM/PSA et l'IAV/CHA est realisee actuellement par un bureau d'etudes "Marketis Consultants" utilisant un questionnaire pour les producteurs qui a ete mis au point par la societe et le corps enseignant de l'IAV. La societe redigera egalement un plan commercial pour les services de CHA. Ces activites representent la base de l'etude qui sera faite par un consultant de l'exterieur tel que recommande au paragraphe ci-dessus. Cette etude sera realisee en deux etapes d'abord pour rediger les termes de reference qui sont clairement compris et acceptes par toutes les organisations touchees et ensuite pour faire des recommandations d'actions specifiques.

2 3 5 Services d'information sur le marche et sur l'investissement

Organismes d'execution DAI/AMI et USDA/PASA avec DPAE et DPV

Portée des activites Assistance technique materiel informatique

Accomplissements

- (1) DAI/AMI a realise une enquete aupres des intervenants privs du secteur public pour determiner s'il etait necessaire de creer un systeme de notification des prix des produits horticoles. ce systeme completerait les services existants de la DPAE concernant la notification des prix de produits agricoles de base sur le marche national ainsi que sur les marches d'exportation des cereales et les marches de produits français. L'enquete a determine qu'il etait effectivement necessaire de se donner un systeme de notification des prix en gros analogue a celui mis en place par DAI/AMI pour AMPEXFLEURS en 1994 qui notifie quotidiennement par fax les prix du marche des fleurs.
- (2) Un consultant journaliste a la retraite de l'USDA a mis au point une liste detaillee de classifications qui rangent les produits agricoles par taille par lavage ou non lavage etc et a forme le personnel de la DPAE pour qu'il puisse utiliser cette liste de classification dans le cadre de trois visites faites au Maroc.
- (3) La collaboration avec la DPAE a permis de mettre en place un systeme de notification des prix en gros a Casablanca. Les services de fax le jour meme pour les abonnes a commence en mai 1997. Une formation est donnee sur la maniere d'etendre ce service a d'autres villes.
- (4) Assistance technique a court terme par le biais de l'USDA a la DPV pour etablir une cellule d'information pour la promotion des investissements (Cellule de Promotion de Partenariat) dans sa Division des Projets de Mise en Valeur et de l'Industrie agricole (DPMVIA). Les consultants de l'USDA ont concouru a l'installation d'un reseau LAN et se sont notamment occupes de l'achat du materiel et de la formation portant sur la gestion de la base de donnees et du logiciel et de l'amelioration de la diffusion de l'information. Des recommandations ont egalement ete

faites sur les bases de données d'importance critique que la DPV devrait acquérir et maintenir de sorte à fournir une information à des investisseurs sur la production agricole la transformation alimentaire la disponibilité des terres les données sur le temps et le climat les documents juridiques et réglementaires pertinents et une base de données sur les contacts commerciaux et professionnels

Impact

À présent les abonnés peuvent obtenir via fax les prix des produits horticoles sur le marché en gros de Casablanca Grâce à cette meilleure transparence des transactions du marché les producteurs et les négociants sont mieux équipés pour vendre leurs produits aux meilleurs termes L'effort est un bon exemple du transfert d'un système d'information du marché à faible coût et dont la gestion est facile et qui est très appréciée par les entreprises et les associations de producteurs marocaines

Perennite/activites de suivi

Il est recommandé que la DPV étende ce service réussi à trois autres grands marchés Inezgane-Agadir Marrakech et Meknes Voir également commentaires sur la perennite à la Section 2.1.1

2.4 Volet #4 Développement des ressources humaines

2.4.1 Formation en technologie de transformation alimentaire

Organismes d'exécution University of Minnesota/PSA (Tache C Tache A-2) DAI/AMI (Tache 3) avec la Purdue University, en collaboration avec l'IAV Hassan II Rabat

Portée des activités Assistance technique et équipement d'une usine pilote de transformation alimentaire parrainage de brefs cours en matière de qualité alimentaire et cours sur la salubrité alimentaire pour les professionnels de l'industrie alimentaire (Formation continue)

Accomplissements

- (1) Développement par DAI/AMI de Better Process Control Schools (BPCS) certifiées par la FDA en 1966, de pair avec la Purdue University la formation GMP/HACCP en 1994 et en 1995 et la formation en Processus thermique en 1995 et en 1996
- (2) Participation à quatre BPCS tenues aux États-Unis en 1997 et en 1998 par les professeurs de l'IAV en préparation pour des écoles analogues organisées à l'IAV
- (3) Parrainage de l'IAV/UM (PSA) de brefs cours en Technologie de Transformation alimentaire (octobre 1996), GMP/HACCP (avril 1997) et en Loi internationale et Contrôle de Qualité des aliments (décembre 1997) avec des conférenciers de l'UM de la FDA de la FAO et d'institutions marocaines Ces deux derniers cours ont attiré plus de 20 participants de l'industrie alimentaire qui ont payé des sommes allant de 3 000 à 4 000 Dh
- (4) Stage BPCS II pour les professionnels de l'industrie alimentaire (dont trois de la Tunisie et du Sénégal) en avril 1998 conçu et organisé par l'IAV et les professeurs de l'UM avec la participation de la FDA Les 47 participants ont réussi et ont été certifiés par la FDA

- (5) Deplacement d assistance technique a court terme par les enseignants de l UM -- deux en 1997 et trois en 1998 (pour BPCS) et six visites de consultation/formation par les professeurs de l'IAV aux Etats-Unis
- (6) Apport d'equipement pour de brefs cours de l IAV
- (7) Renovation de la Halle de Technologie payee par l IAV Rabat
- (8) Apport d equipement pour la mise en conserve et la congelation des produits alimentaires a la Halle de Technologie par l UM/PSA (240 000 \$)

Impact

Actuellement le corps enseignant de l'IAV Rabat est equipe et certifie pour offrir une formation BPCS aux professionnels de l agribusiness au Maroc et dans la region Etant le seul institut certifie en Afrique du Nord l IAV peut attirer des participants d autres pays et obtenir un revenu supplementaire pour soutenir d autres activites Les professionnels de l agribusiness sont conscients des ressources de formation continue disponibles par le biais de l'IAV et ont indique par leur participation qu'ils etaient prêts a payer 3 000 a 4 000 Dh Cette usine pilote de transformation alimentaire bien qu'elle ne soit pas encore en service dispose du potentiel necessaire pour renforcer la formation existante en transformation alimentaire en offrant aux etudiants une formation de niveau avance portant sur la technologie de mise en conserve et de congelation Ainsi on pourra creer un ensemble de technologues qui sont formes en technologie moderne de transformation alimentaire Il s agit des eventuels employes des usines de transformation alimentaire du Maroc qui cherchent a ameliorer la transformation pour reporter aux normes de plus en plus strictes des importations aux Etats-Unis et dans l UE L usine pilote sera egalement disponible pour l industrie de l agrotransformation pour realiser des tests sur les nouveaux produits congeles ou en conserve et les produits ameliorees

Perennite

La perennite des activites susmentionnees n a pas encore ete demontree Puisque l IAV a des fonds limites pour le soutenir les programmes de formation continue et l usine pilote de transformation alimentaire doivent mobiliser les revenus necessaires pour payer les services fournis par le secteur prive Actuellement l'IAV est en position d offrir regulierement des cours en technologie de transformation alimentaire HACCP/GMP loi internationale sur l alimentation et BPCS ainsi que trois stages supplementaires en planification Vu l interet deja obtenu il semble probable que cette partie du programme de l IAV deviennent viable et se maintienne dans le temps La perennite sera encore encouragee par les visites continues d echange de professeurs avec la University of Minnesota dans le cadre du Programme Liens UM-IAV qui maintiendra la relation etablie il y a une trentaine d annees

Toutefois l usine pilote de transformation alimentaire ne sera pas viable tant qu'elle n est pas entierement equipee et qu'elle a termine son etape de demarrage et tant que sa disponibilite pour les tests industriels n est pas connue Les ressources de l'IAV pour couvrir les depenses de fonctionnement ne sont pas encore garanties faisant qu'il est imperatif que les services soient vendus a l industrie privee

Activites de suivi

Une assistance technique a court terme est necessaire pour terminer l'installation de l'equipement et le demarrage de l'usine pilote de transformation alimentaire a l'IAV de Rabat. Les problemes de financement interne a l'IAV ont retarde les travaux de renovation de la Halle de Technologie et par consequent les commandes de l'equipement mais les autres retards au niveau de l'acquisition et de l'expedition n'entraient pas dans le controle de l'IAV et ne devraient pas empecher l'achevement de l'installation. La University of Minnesota estime que moins de 25 000 \$ sont necessaires pour fournir une assistance technique a court terme de Davis (Singh) de l'UC et de Bichier de FMC pour superviser le demarrage de tout l'equipement une fois qu'il est reçu. Une visite de formation aux Etats-Unis pour l'ingenieur marocain Mohamed Mouncif et un deplacement supplementaire de Singh ou Bichier en cas de problemes possibles avec l'equipement. Partant de l'hypothese raisonnable que tout le materiel est pret en septembre 1998, la plupart des services susmentionnes seront necessaires pendant la periode d'octobre a decembre. D'autres visites pourraient etre prevues pour 1999.

2 4 2 Formation en gestion de l'agribusiness

Organismes d'execution University of Minnesota/PSA (Tache A-1) avec la participation de la Sparks Company, Memphis TN en collaboration avec l'IAV Hassan II

Portee des activites Elaborer des cours universitaires, des echanges avec les professeurs de l'IAV, des seminaires et de brefs cours pour les professionnels de l'agribusiness (formation continue)

Accomplissements du Projet PAM

(1) A contribue a la mise en place d'un programme au niveau maitrise en gestion de l'agribusiness au sein du Departement des Sciences humaines de l'IAV (campus de Rabat) qui a commence en septembre 1996. Huit membres du corps enseignant de l'IAV ont consacre 12 mois-personnes sur le campus de l'UM en 1996 pour des consultations avec les professeurs de l'UM concernant l'elaboration du materiel. Six professeurs de l'UM ont coenseigne certaines parties de ces stages en 1997 et plusieurs sont revenus en 1998. Un certain nombre de seminaires ouverts a la profession etaient offerts pendant ces consultations et de la part de Sparks.

(2) A contribue a la mise en place d'un programme de formation continue a l'IAV qui offrait des cours pour les professionnels de l'agribusiness a Rabat et a Agadir. Des cours de deux a 10 jours etaient offerts en 1997 et en 1998 dans les domaines suivants: gestion d'equipe (personnel), acces aux marches americains et europeens, gestion commerciale strategique, gestion des risques, analyse des investissements agro-industriels et fixation de prix et concurrence sur les marches internationaux. (Note: Ces cours sont offerts en plus des cours de formation en technologie de transformation alimentaire dispenses par l'IAV et discutees a la Section 2 4 2.)

Impact Le premier cycle de cours de deux ans en Gestion de l'Agribusiness sera acheve en juillet 1998 lorsque 10 etudiants obtiendront leur diplome. Ce groupe participe actuellement a

un programme de stage dans des sociétés d'agribusiness marocaines. Un second groupe de 10 personnes a achevé une année d'études et un troisième commencera en septembre 1998. L'on pense que presque tous ces diplômés seront employés par des sociétés d'agribusiness privées renforçant ainsi les compétences de gestion dans ces sociétés et contribuant à leur modernisation et accroissement du potentiel d'exportation. Le caractère populaire du programme peut être jugé par le fait que plus de 20 personnes ont fait une demande pour les 10 positions disponibles.

Le programme de Formation continue a attiré un grand nombre de professionnels de sociétés marocaines. L'évaluation des cours de la part des participants a toujours été positive.

Perennite/Activites de suivi

La formation au niveau universitaire devrait être viable puisque les coûts sont assumés par le budget de l'IAV. Les cours de formation continue dépendent des paiements des participants mais ces paiements n'ont pas encore été reçus par le programme. Il est important de continuer à identifier des domaines de formation qui sont jugés utiles par les professionnels de l'industrie et pour lesquels ils sont prêts à payer. Il serait également bon que des spécialistes étrangers participent à l'organisation et à la présentation de certains cours. L'on espère que le Programme de Liens entre la University of Minnesota et l'IAV peut fournir ce type de soutien. L'on espère également que le programme de stage des étudiants encourage la participation des sociétés qui pourraient peut-être parrainer certaines activités de formation.

2 4 3 Formation professionnelle aux Etats-Unis

Organismes d'exécution DAI/AMI (Tache 5)

Portée des services/modalités Formation à long terme dans des universités américaines, brefs cours dans des universités américaines et stages dans des sociétés d'agribusiness américaines.

Accomplissements

(1) Le MADRPM a fourni trois candidats pour une étude à long terme aux États-Unis qui seront financés par le Projet PAM : un candidat de PhD en pathologie de plantes à l'Université du Delaware, une MSc en économie agricole à la Purdue University et un candidat de MSc en finances agricoles à la University of Minnesota. La personne détenant la MSc en économie agricole est rentrée au Maroc et travaille actuellement pour le Service des Finances de la DPAAE. Le candidat PhD pense terminer sa thèse sur les souches de pommes de terre résistantes aux fongicides et reviendra travailler à la DPVCTRF en juin 1998. L'autre candidat MSc devrait terminer ses études en juin 1998 et revenir travailler à la DPAAE.

(2) La demande pour une formation à court terme aux États-Unis est limitée du aux conditions stipulant la maîtrise de la langue anglaise et au faible intérêt de l'industrie. À la place, DAI/AMI a organisé plus de 120 ateliers, séminaires, conférences et journées de travail pratiques. Par exemple, l'atelier post-récolte sur les tomates, les melons et les fraises à Agadir et les journées pratiques des asperges. De plus, des visites d'études ont été organisées aux États-Unis. Par exemple, une visite pour la lutte intégrée contre les ravageurs à l'intention de représentants de l'EACCE et de l'APFEL.

(3) Il existe une activité limitée dans le cas des stages industriels aux États-Unis. Une des compagnies PhF a offert un stage dans ses bureaux américains à son partenaire marocain Cabinet Essadki.

Perennité/activités de suivi Non applicables

TROISIEME PARTIE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les Termes de Reference du Consultant demandaient qu'une analyse soit faite des grandes réalisations du Projet PAM et de leur impact sur les entités collaboratrices des secteurs public et privé ainsi que des recommandations sur les activités de suivi de la part de ces entités qui aideront à maintenir et à renforcer les réalisations du projet

3.1 Conclusions générales

Dans l'ensemble, le Projet PAM a de nombreux accomplissements à son crédit tel qu'il est décrit à la section précédente du présent rapport. À l'évidence, il a atteint son but consistant à "accroître la capacité du secteur de l'agribusiness au Maroc en vue de produire, conditionner et commercialiser toute une gamme de produits agricoles à valeur ajoutée axés sur la demande". Pratiquement sans aucune exception, les bénéficiaires des secteurs public et privé du projet ont exprimé qu'ils étaient satisfaits de l'assistance qu'ils avaient reçue. Évaluant la mesure dans laquelle le projet a atteint son but consistant à "accroître la contribution du secteur de l'agribusiness commercial privé au PIB aux devises étrangères ainsi qu'à l'emploi et aux revenus" n'entre pas dans les Termes de Reference des Consultants. Le dernier rapport trimestriel de DAI/AMI pour la période se terminant en décembre 1997 documente les indicateurs de performance pour le projet indiquant la création de 14 000 emplois pour des travailleurs à faibles revenus (presque la moitié pour les femmes), un accroissement des exportations à hauteur de 67 millions \$ dont 55 millions \$ provenant de marchés non traditionnels, l'introduction de 45 nouveaux produits et 155 sociétés adoptant de nouvelles technologies -- un tableau impressionnant. La plupart des activités des institutions avec lesquelles le projet a travaillé sont viables et continueront à réaliser les objectifs du Projet PAM et, dans d'autres cas, cette viabilité pourrait être obtenue avec un minimum d'assistance externe supplémentaire. Quand tel est le cas, des recommandations spécifiques sont faites dans les paragraphes suivants.

3.2 Réalisations importantes et impact sur les entités collaboratrices

La Section deux du rapport examine chacune des 14 tâches composant les quatre volets principaux du projet et fait le compte rendu des accomplissements de l'impact sur les entités collaboratrices et sur les bénéficiaires de la pérennité et des éventuelles activités de suivi. Les conclusions de cette analyse sont décrites ci-après.

Promotion des produits, de l'investissement et de la commercialisation de l'agribusiness

Le bureau de Casablanca de DAI/AMI et le bureau MTDC de DAI à Bethesda ont consacré un temps important à faciliter les contacts entre des entreprises marocaines et américaines par le biais du téléphone, du courrier et des contacts directs en apportant notamment un soutien lors des foires américaines et en servant d'intermédiaire lors des négociations commerciales. Le développement de nouveaux contacts commerciaux par le biais de moyens analogues en Europe était la responsabilité du bureau DAI/AMI. Ces activités ont eu un impact significatif sur le

commerce étranger du Maroc. De nouvelles exportations à hauteur de 67 millions \$ ont été réalisées dont 55 millions \$ pour les marchés non traditionnels¹ dont 13 millions \$ pour les États-Unis, avec une diversification de produits d'exportation supérieure de 30 millions \$ - Le soutien du Projet PAM était d'importance capitale pour amener "l'initiative de la tomate rouge" au point où seule l'approbation finale des autorités américaines doit encore être obtenue avant que ce marché important ne s'ouvre aux produits marocains.

L'Union européenne reste le principal marché des produits agricoles marocains. Cette situation est normale vu la proximité entre le Maroc et les marchés européens -- surtout son marché français traditionnel où il n'existe que peu de différences linguistiques -- et vu les pratiques commerciales européennes. Par contre, ce que l'on n'avait peut-être pas prévu au départ, c'était que si peu de sociétés marocaines de transformation alimentaire étaient prêtes à faire l'ajustement nécessaire et investir l'argent pour exploiter des marchés américains avec leurs conditions différentes du point de vue qualité, salubrité alimentaire, conditionnement, publicité et promotion, communication et achats en grands volumes avec des délais de livraison stricts. Mais ces différences sont en train de diminuer car des normes plus strictes de salubrité alimentaire sont imposées par l'UE sur les produits transformés et les supermarchés qui achètent des volumes importants imposent leurs propres normes plus strictes tant pour les produits transformés que pour les produits frais. DAI/AMI a reconnu très tôt ces problèmes et a consacré une part importante des ressources du projet aux questions de salubrité alimentaire, tel que discuté ci-après, travaillant avec les exportateurs pour améliorer l'emballage et la présentation du produit. Vu ces normes plus élevées et vu l'éventuelle perte de l'accès préférentiel sur le marché de l'UE, les exportateurs marocains plus progressifs sont en train de chercher à exploiter le marché des États-Unis et ce sont ces entreprises qui ont bénéficié le plus du Projet PAM.

Les activités de DAI/AMI consistaient notamment à transférer au Maroc la technologie mise au point aux États-Unis. Dans plusieurs cas, notamment en ce qui concerne le nettoyage des épices, la production de fraisières et les procédures de salubrité alimentaire, le transfert s'est accompagné par des *joint ventures* où une plus grande viabilité du transfert dans le long terme. Une contribution très importante et très appréciée du projet du point de vue transfert de technologie concerne l'organisation des ateliers, des séminaires et de brefs cours sur divers sujets en collaboration avec l'USDA/PASA et les institutions marocaines, notamment la Lutte intégrée contre les Ravageurs, les procédures de manutention post-récolte dans les stations de conditionnement, Better Process Control School et GMP/HACCP.

Améliorer le climat de l'agribusiness

Ce rapport documente un certain nombre de comptes rendus et de séminaires utiles préparés par DAI/AMI qui ont contribué à améliorer le climat de l'agribusiness, par exemple ceux se rapportant à l'impact du GATT et à l'unification du marché de l'UE sur les exportations.

¹ Marchés qui représentaient moins de 10% des exportations de 1992 du Maroc d'un produit donné.

² Des produits qui représentaient moins de 2% des exportations agricoles du Maroc de 1992.

marocaines l'identification des contraintes au niveau des transports par camion et les difficultés à faire appliquer les contrats avec les producteurs. Les deux derniers rapports ont mené à l'adoption d'une législation en vue d'adopter les recommandations du PPAM simplifiant les procédures d'inspection des transports routiers et les contrats et arbitrages de la production agricole. Avec le soutien du Projet ABSP de la Michigan State University coordonné par le PPAM un atelier a été organisé sur la protection de la variété des plantes. Les autorités européennes ont aidé le Ministère de l'Agriculture à formuler une Loi sur la Protection de la Variété des Plantes adoptée par le Parlement et permettant l'introduction de nouvelles variétés de plantes en protégeant la propriété intellectuelle de ceux qui les avaient mises au point. Certaines mesures importantes qui ont amélioré le climat de l'agribusiness sont récapitulées ci-après notamment le soutien apporté aux exportations de tomates rouges vers les États-Unis les contrôles de salubrité alimentaire et les procédures de quarantaine des plantes. Le Maroc continue à souffrir d'un problème d'image aux yeux des entreprises européennes et américaines. Bien des efforts sont encore nécessaires pour améliorer la réputation de l'agribusiness marocain qui est lent à répondre aux nouvelles conditions du marché et à la communication avec ses partenaires étrangers. La multiplicité de petites entreprises familiales de nature conservatrice a ralenti l'adoption de nouvelles pratiques commerciales.

Renforcer les organisations industrielles et les institutions à l'appui

Le PPAM a fait des contributions très importantes en ce domaine par le biais de son travail avec des organismes réglementaires publics tels que l'EACCE et la DPVCTRF ainsi qu'avec des associations commerciales et de producteurs privés. Ces efforts ont eu des effets positifs sur le climat général de l'agribusiness. La salubrité des produits alimentaires marocains sur les marchés étrangers a été nettement améliorée grâce à l'assistance technique et au matériel fourni aux laboratoires de l'EACCE qui sont à présent mieux équipés pour faire une analyse microbiologique des aliments transformés et des tests de détection des résidus de pesticide et de métal lourd dans tous les types de produits alimentaires. De meilleures procédures de quarantaine des plantes et une législation en vue de protéger la propriété intellectuelle concernant les brevets de variétés de plantes améliorées étaient au titre d'autres contributions importantes du projet par le biais de la DPVCTRF. DAI/AMI a déployé des efforts importants pour renforcer les associations commerciales et de producteurs. Tel que noté ci-après, les séminaires et ateliers ont été particulièrement appréciés. Les associations disposant d'une bonne direction d'un solide soutien des membres et ouvertes à de nouvelles manières de faire les choses ont su profiter de l'assistance du projet. Celles qui n'avaient pas cette ouverture n'ont profité que marginalement.

Le volet du Programme de Soutien à l'Agribusiness (PAS) du Projet PAM géré par la University of Minnesota, a fourni assistance technique formation et équipement au Complexe horticole d'Agadir de l'IAV Hassan II. Trois laboratoires et des services de recherche appliquée ont été équipés grâce au soutien du PSA : une Clinique Diagnostique un Laboratoire d'Analyses Sol-Eau-Plantes et une serre de recherche sur la Lutte intégrée contre les Ravageurs. À présent ces installations sont disponibles aux producteurs dans la région agricole très productive qui entoure Agadir bien qu'il reste des efforts à faire pour accroître l'utilisation de la part des producteurs.

Developpement des ressources humaines

Ce volet du projet a également été efficace bien que plusieurs des activités-clés ne soient pas encore achevées. La réussite de la collaboration de la University of Minnesota avec l'Institut agricole et vétérinaire Hassan II est due essentiellement aux relations personnelles forgées lors d'une collaboration de plus de 30 années entre le corps enseignant des deux institutions. Des cours universitaires en agribusiness ont été mis au point au campus de l'Institut à Rabat avec l'aide d'échanges de professeurs. Des ressources devraient être trouvées pour rendre opérationnelle la Halle de Technologie (usine pilote de transformation alimentaire) de sorte que les étudiants diplômés puissent bénéficier de l'équipement qui est installé et pour que l'IAV puisse faire des recherches et des tests pour l'agribusiness mobilisant ainsi les recettes dont on a besoin pour soutenir l'opération continue de l'équipement. Heureusement que le Programme de Liens qui les unit continuera une fois terminé le Projet PAM, bien qu'il semble limité à des échanges occasionnels de professeurs.

3 3 Recommandations pour des activités de suivi

Les Termes de Référence du Consultant demandaient que des recommandations soient faites pour des activités de suivi à l'intention des principales institutions des secteurs public et privé pouvant s'inspirer des réalisations du PPAM en fonction d'une évaluation des domaines où un travail hautement prioritaire doit encore être fait. Ces activités de suivi devraient consolider les progrès faits dans le cadre du PPAM et aider à renforcer son impact durable.

Suivant les discussions des conclusions du rapport avec le Comité directeur du Projet PAM, l'on a décidé de classer de la manière suivante les activités de suivi recommandées.

Première priorité Activités nécessaires pour achever les travaux en cours.

Deuxième priorité Activités qui consolideront ou approfondiront les réalisations du projet.

Troisième activité Activités qui se fondent sur les réalisations du projet mais qui sont davantage axées sur le développement et le long terme.

3 3 1 Activités pour achever les travaux en cours

Institut agronomique et vétérinaire Hassan II Rabat

Un soutien supplémentaire est nécessaire pour maintenir l'élan et mettre en service l'usine pilote de transformation alimentaire. L'installation est nécessaire à l'IAV en tant qu'outil d'enseignement et de structure de recherche et de test pour l'industrie de mise en conserve et de congélation des aliments. Les tarifs qui seront demandés aux utilisateurs de l'extérieur contribueront à la viabilité de l'installation puisqu'ils aideront à couvrir partiellement les dépenses de fonctionnement. Une assistance des types suivants est nécessaire pour achever les travaux en cours.

Action recommandee #1 Pour achever les travaux de la Halle de Technologie deux missions d'assistance technique a court terme des Etats-Unis sont necessaires pour le specialiste de l'UC/Davis (Singh) et le specialiste FMC (Bichier) Chaque consultant devrait faire une visite une fois pour aider au demarrage des que tout l'equipement a ete fourni (septembre a decembre 1998) Suivant la disponibilite ulterieure des ressources et les besoins une seconde visite pourrait s'averer benefique pour aider au niveau des problemes rencontres lors des operations

Action recommandee #2 L'ingenieur marocain responsable de l'installation du materiel a la Halle de Technologie (Mouñcif) devrait faire une visite de formation aupres de fabricants de materiel americains une fois que l'equipement est reçu et avant le demarrage

Direction de la Protection des Vegetaux des Controles techniques et de Repression des Fraudes (DPVCTRF)

Un soutien supplementaire doit etre donne a la DPVCTRF pour renforcer sa capacite a faire fonctionner efficacement la Station de Quarantaine de Bouznika La station en est encore a l'etape demarrage Une visite d'observation aux Etats-Unis est en cours actuellement pour trois personnes de la DPVCTRF notamment deux personnes de la station de Bouznika

Action recommandee #3 Un ou plusieurs deplacements possibles a Bouznika pour un specialiste de l'USDA si necessaire devraient etre prevus pour verifier que les operations se deroulent selon les normes et que l'installation est entierement autosuffisante Une visite prevue pour juin 1998 a ete annulee et doit etre reprogrammee

3 3 2 Activites de consolidation

Etablissement autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)

Cette organisation a nettement renforce sa capacite en ce qui concerne la reglementation de la salubrite alimentaire et l'informatisation de son systeme d'information en gestion Sa viabilite n'est pas en question Quelques actions supplementaires sont necessaires pour consolider les realisations du Projet PAM et pour maximiser la valeur du projet et des investissements de l'EACCE

Action recommandee #4 Un deplacement supplementaire au Maroc a partir des Etats-Unis en 1998 et en 1999 de la part de specialistes en matiere de gestion de l'information et de technologie de conditionnement Ces services maximiseront l'utilisation du materiel informatique et du laboratoire de conditionnement (trois a cinq visites d'une duree de deux a trois semaines)

Action recommandee #5 Echanges de visites par des representants de la FDA et de l'EACCE pour continuer a travailler sur le Memorandum d'Accord avec la FDA a propos de la capacite de l'EACCE a controler la salubrite alimentaire

Complexe horticole d'Agadir (CHA) Institut agronomique et veterinaire Hassan II

Pour realiser un rendement adequat des investissements deja faits par le Projet PAM une assistance supplementaire doit etre donnee au CHA Une solide base technologique a ete posee sous forme d'equipement de formation et d'assistance technique aux services de soutien aux

producteurs au sein du CHA mais ces structures n'ont pas encore mobilisé suffisamment de recettes pour maintenir les opérations. Le problème semble résider au niveau de l'interface entre le CHA et sa base de clients -- surtout des producteurs de cultures d'exportation telles que les tomates et les agrumes dans le Sud du pays. Un grand nombre des producteurs n'ont pas reconnu la valeur des services qui leur étaient disponibles au CHA ou n'ont pas voulu profiter de ces services. Le CHA cherche à traiter ce problème mais une stratégie claire n'a pas encore été formulée.

Action recommandée #6 Une assistance technique à court terme en deux étapes pour élaborer une stratégie visant à accroître l'utilisation du laboratoire et des structures du CHA. Lors de la première étape, un consultant élaborera un plan de travail pour l'étape suivante dont ont convenu les principales organisations dans ce domaine, notamment l'IAV, l'APEFEL et l'ORMVA Souss-Massa. Lors de la seconde étape, un consultant qui a de l'expérience en matière de développement institutionnel rural effectuera une étude du "problème d'interface" et fera des propositions qui seront présentées aux fins d'examen aux organisations touchées.

Direction de la Production végétale (DPV)

La DPV a créé la cellule de partenariat au sein de son unité DPMVIA pour assumer certaines des fonctions d'information du commerce et de promotion de l'investissement exécutées auparavant par DAI/AMI. Les ordinateurs ont été fournis par le projet et un réseau LAN a été installé par des consultants USDA/PASA pour améliorer la diffusion de l'information. Des recommandations ont également été faites concernant des bases de données que la DPV devrait acquérir et maintenir de sorte à pouvoir fournir aux investisseurs une information sur la production agricole, la disponibilité de terre, la législation juridique et réglementaire pertinente et une base de données avec des contacts commerciaux et professionnels. Le système n'est pas encore opérationnel.

Action recommandée #7 Pour bénéficier entièrement du réseau informatique déjà installé, un travail supplémentaire de la part d'un consultant est nécessaire pour mettre en œuvre sa Cellule de Partenariat. Un déplacement, peut-être deux, sont nécessaires à cet effet.

3.3.3 Activités de développement

Direction de la Programmation et des Affaires économiques (DPAE)

DAI/AMI a aidé la DPAE à créer un système de notification du marché horticole pour le marché en gros de Casablanca. Le système, inauguré en 1997, fournit un service par fax le même jour aux abonnés avec des prix du marché pour une longue liste de produits. L'on recommande que la DPAE étende ce service à trois autres marchés importants : Inezgane-Agadir, Marrakech et Meknes.

EACCE

- (1) Formation supplémentaire pour le personnel concernant quatre modules : BPCS, GMP/HACCP, loi internationale sur l'alimentation et technologie de transformation alimentaire.
- (2) Équipement supplémentaire pour les laboratoires satellites de l'EACCE à Berkhan et à Agadir.

(3) Soutien du point de vue formation (conjointement avec la DPVCTRF) pour un nouveau système connu comme 'plan de surveillance de pesticides' qui demande aux inspecteurs de se rendre sur le terrain pour contrôler l'utilisation des pesticides et la suivre jusqu'au point d'exportation

(4) Formation supplémentaire d'inspecteurs par le biais de stages aux Etats-Unis et au Canada analogue aux stages de 10 à 15 jours disponibles actuellement pour le personnel de l'EACCE en France. L'EACCE insiste sur la nécessité de voir dans la pratique comment fonctionnent les activités de contrôle dans des usines de transformation alimentaire en Amérique du Nord, expérience pratique qui permettrait aux inspecteurs de devenir plus efficaces

APEFEL

Cette association représentant des producteurs de plus de 50% des exportations de tomates fraîches du Maroc est généralement vue comme l'une des associations les mieux gérées du pays. L'APEFEL a reçu une aide du PPAM sous la forme de séminaires portant sur des thèmes comme la manutention post-recolte des tomates et la lutte intégrée contre les ravageurs ainsi que sous la forme de déplacements aux Etats-Unis pour voir comment les services de recherche et de vulgarisation sont financés aux Etats-Unis par des universités et des associations de producteurs. Il faut trouver des moyens d'organiser et de financer un service de vulgarisation efficace pour les producteurs de la région d'Agadir et APEFEL pourrait être ce moyen. Cette initiative si elle réussit servira de modèle à d'autres parties du pays. Tel que noté ci-dessus, l'APEFEL a également un rôle à jouer pour relier les producteurs aux structures de recherche et de test de l'IAV/CHA. L'étude mentionnée ci-dessus (Action recommandée #6) pourrait être élargie et regrouper l'APEFEL et l'IAV. Dans ce cas, elle ferait des propositions concrètes de mécanismes pour financer les services de vulgarisation ainsi que sur les diverses manières dont Agripole pourrait coordonner les services de vulgarisation et de recherche/test à l'IAV.

SASMA

Assistance aux travaux en cours avec l'USDA/ARS/Westlaco concernant les nouveaux contrôles de la mouche méditerranéenne qui ne nuisent pas à l'environnement

DPV

(1) Soutien pour continuer les activités concernant la location de grandes propriétés agricoles gérées actuellement par la SODEA et la SOGETA

(2) Soutien pour la privatisation de la SODEA, COMAPRA et SONACOS

(3) Soutien pour l'impact des politiques concernant l'amélioration de la gestion des quotas et des subventions d'exportation

DPVCTRF

(1) Soutien pour la mise en œuvre de la Loi sur la Protection des Variétés de Plantes

(2) Soutien pour passer d'un comité de bio-sécurité ad hoc à un cadre juridique fondamental pour des questions liées à la bio-sécurité

(3) Formation concernant le suivi des pesticides conjointement avec l'EACCE (voir ci-dessus)

Cooperatives

(1) Revision de la loi cooperative sous-jacente (projet de cinq ans)

3 4 Certaines leçons apprises

Soutien direct au secteur privé

Tout au long de ses années d'existence le Projet de Promotion de l'Agribusiness au Maroc a concentré ses ressources sur le soutien direct à la capacité du secteur de l'agribusiness privé en vue d'exporter des produits agricoles à valeur ajoutée aidant ainsi à accroître la contribution du secteur au PIB aux recettes étrangères à l'emploi et aux revenus. Les réalisations du projet du point de vue diversification des exportations agricoles signature des accords commerciaux et négociation des *joint ventures* témoignaient de la valeur de cette approche caractérisée par la consultation avec des entreprises marocaines et européennes à partir du bureau DAI/AMI à Casablanca, de pair avec un contact direct avec des importateurs américains à partir du bureau MTDC à Bethesda bureaux de DAI au Maryland. Le transfert de nouvelles technologies représentait un autre moyen efficace utilisé pour renforcer la capacité d'exportation de produits de qualité de la part du secteur de l'agribusiness. Le transfert a été réalisé par le biais de *joint ventures* entre des entreprises marocaines et américaines ou d'autres pays étrangers et par le biais de séminaires et ateliers organisés au Maroc par le projet en collaboration avec des associations commerciales et de producteurs du Maroc. Cette dernière approche a également permis de renforcer la capacité de ses associations à fournir des services à leurs membres. Enfin caractéristique positive du projet les organismes d'exécution ont eu la souplesse nécessaire pour ajuster les priorités en réponse aux conditions, nécessités et opportunités changeantes du marché.

Soutien indirect par le biais des entités du secteur public

L'assistance du PPAM aux organismes du Gouvernement marocain s'est concentrée sur les entités qui ont eu un impact direct sur la capacité marocaine à exporter des produits alimentaires sains et de haute qualité. Cette approche a été particulièrement réussie dans le cadre des organisations semi-autonomes avec des missions bien définies un personnel compétent tel que l'EACCE responsable de l'inspection des usines alimentaires et du contrôle des résidus de pesticide et de métal lourd sur les produits transformés et frais. Le travail du PPAM avec l'unité de quarantaine des plantes était également efficace au même titre que les activités au niveau de la législation pour la protection des variétés de plantes de la mise en place du système de notification des prix du marché en gros des contrats de production et de l'arbitrage et des études de politiques sur les manières de diminuer les coûts des transports par camion en simplifiant les contrôles. "L'initiative de la tomate rouge," qui vise à ouvrir le marché américain aux exportations de tomates fraîches en provenance du Maroc est un bon exemple d'un effort efficace fait tant avec des entités du secteur public que du secteur privé.

Efficacité des consultants

Les projets qui visent à des changements institutionnels ont besoin d'une approche à long terme de la part d'une équipe compétente et dévouée de consultants en mesure de forger des relations de confiance et de respect mutuel avec leurs homologues du pays hôte. Tel était certainement le cas pour l'équipe DAI/AMI (Tous les consultants ne sont pas à la hauteur de la tâche tel

qu'on a pu le voir dans le cadre d'un changement de personnel nécessaire dans l'équipe DAI/AMI) L'assistance aux différents services de la bureaucratie d'un ministère public est particulièrement difficile. Au vu des regards politiques à l'origine de changements de priorités conjugués à une rotation fréquente du personnel, il est souvent difficile de se mettre d'accord sur les objectifs et de maintenir les activités une fois une tâche définie. Le Projet PAM a démontré l'efficacité de la collaboration, essentiellement avec le secteur privé et des entités du secteur public relativement autonomes.

ANNEXE A TERMES DE REFERENCE DU CONSULTANT

1 OBJECTIF

L objectif de l examen de fin de projet est de fournir un document qui

a) examinera les principales realisations du Projet de Promotion de l Agribusiness au Maroc (PAM) dans le cadre de ses grands volets -- surtout du point de vue impact sur les principales organisations publiques et privees collaborant au projet , et

b) recommandera un ensemble d eventuelles activites du Ministere de l Agriculture et de ses partenaires pour continuer les activites apres la fin du projet en juin 1998 afin de maintenir et de renforcer les realisations du PPAM

Le rapport decrit ci-apres doit etre d une utilisation pratique pour le Ministere de l'Agriculture du Developpement rural et des Peches (MADRP) ainsi que pour l'USAID et d autres bailleurs de fonds, lors de l elaboration de leurs futurs programmes respectifs

2 L'EXAMEN

Les objectifs de l'examen sont donnes ci-dessus. Le Comite directeur du PPAM a demande qu il s agisse d une reference permettant de consolider les realisations du projet du point de vue des organismes d execution et des principaux partenaires du secteur prive. Cet examen ne doit pas faire l etude exhaustive et dans le detail de toutes les realisations du PPAM. Davantage d informations seront fournies par le biais des rapports de fin de projet et d une conference sur les "lecons apprises" de DAI/AMI a laquelle devrait contribuer le present examen. Toutefois le contractant a besoin d etre au courant des resultats importants du PPAM jusqu a present pour pouvoir brosser le tableau des accomplissements du projet dans le cadre de ses grands volets.

L examen vise egalement a prendre l etape suivante a savoir presenter un canevas des grands domaines ou un eventuel suivi sera fait a l intention du Ministere de l Agriculture et de ses collaborateurs en fonction d une evaluation des domaines ou des activites hautement prioritaires doivent encore etre realisees. Du point de vue des decideurs l'examen devrait a) identifier les diverses manieres de consolider les progres faits dans le cadre du PPAM afin de renforcer son impact durable et b) de documenter la viabilite de l approche strategique du PPAM pour une reproduction possible.

3 RAPPORTS ET RESULTATS

Le rapport devrait inclure

a) une analyse des realisations importantes du Projet PAM en ce qui concerne ses acquis dans les domaines suivants

- i) transfert de technologie et de savoir-faire en matiere de management
 - ii) diversification des marches et promotion des exportations
 - iii) partenariats et promotion des investissements
 - iv) changement reglementaire et de politiques
 - v) formation renforcement institutionnel-et information
- b) une analyse transversale de la maniere dont ces accomplissements ont eu un impact sur les principales entites collaboratrices des secteurs public et prive du projet
- c) un ensemble de recommandations a l'intention de ces principales institutions des secteurs public et prive pour des eventuelles activites de suivi qui aideront a renforcer et a maintenir les realisations du PPAM et
- d) une identification des domaines que l'USAID (en supposant que les ressources sont disponibles) ou d'autres bailleurs de fonds pourraient envisager pour une collaboration continue suite a l'achèvement du projet en juin 1998

ANNEXE B LISTE DES CONTACTS

Ministere de l'Agriculture, du Developpement rural et des Peches maritimes

Mme Hnia Bencheikh Chef de la Division de la Cooperation

Direction de la Production vegetale, Ministere de l'Agriculture

Abdellatif Guedira Directeur

Abdelhak Bennani Chef de la Division de la Mise en Valeur

Abdescam Bourfoune

Abdelmajid Bennani

Direction de la Protection des Vegetaux, des Controles techniques et de Repression des Fraudes,

Ministere de l'Agriculture

Mohammed Amal Rahel, Chef de Station de Quarantaine de Bouznika

Mohammed Belhadri Service de Controle des Semences et des Plantes

Mohamed Zerda, Service de Controle des Semences et des Plantes

Direction de la Programmation et des Affaires economiques

M Mezhour Chef de Division

Etablissement autonome de Controle et de Coordination des Exportations (EACCE)

Albert Sasson Directeur general

Najib Mikou Chef du Departement Developpement

Abdellatif Taraf Attache de Direction charge de la Sous-Direction des Produits frais

Mohamed Najib Layachi Ingenieur en Chef Chef de Departement (produits transformes)

Jaafar Kettani Ingenieur agronome Chef du Departement Laboratoire

Institut agronomique et veterinaire Hassan II, Agadir

Dr Brahim Hafidi Directeur du Complexe horticole d Agadir

Prof M barek Fatmi Departement de Protection des Plantes (Coordinateur LIR)

Dr Mohamed Tamı Departement d Horticulture (Coordinateur Lab des Sols)

Dr Mohamed Achouri, Pathologie post-recolte LIR

Dr Ahmed Ait Oubahou, Physiologie et Systemes de Post-Recolte

M Ahmed El Alami Departement Sciences des Sols

Institut agronomique et veterinaire Hassan II, Rabat

Dr Mustapha Berrada Coordinateur du Programme de Soutien de l Agribusiness

Dr Lahsen Ababouch Technologie de Transformation alimentaire

Dr Embarek Amane Responsable Agribusiness

Mohamed Mouncef Ingenieur Halle de Technologie

FICOPAM

Abdelaziz Ghouibi Directeur
Mlle Mammas Salim

APEFEL

Mohammed Zahidi Secrétaire général
Bouchaib Zahidi Vice-Président

ASPEM

Hassan Maghraoui

SASMA

Ahmed Lekchiri Directeur général
Abdelmoghite Sebbata Chef de Département Laboratoire de Biochimie

Abdellah Radouani Planteur Taroudant

ANNEXE C
LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES

DAI/AMI *Annual Work Plan for 1966*

DAI/AMI *Annual Work Plan for 1997/1998*

DAI/AMI *Quarterly Reports Nos 10 through 17*

USDA/FAS/ICD *MAP Project Action Plan Review and Update*, Steve Hawkins, decembre 1997

USDA/FAS *Assessment of the Operation and Management Systems of the Morocco DPVCTRF Bouznika Quarantine Station* Michael Wehr, fevrier 1998

USDA/FAS *Final Assessment of the Morocco Export Laboratory (EACCE) with Respect to its Request for Purchase of Laboratory Instrumentation* H Michael Wehr mai 1997

USDA/FAS *Establishment of a Horticultural Investment Promotion Unit* Jennifer Harte mars 1998

International Science and Technology Institute *Joint Mid-Term Evaluation Accessing International Markets (AIM) and Morocco Agribusiness Promotion (MAP) Final Report* octobre 1995

University of Minnesota *First Phase Work Plan for the Program of Support to Agribusiness (PSA) July 1995-December 1996*

University of Minnesota *Seconde Phase Work Plan for the Program of Support to Agribusiness (PSA) January 1997-June 1998*

University of Minnesota *Project Implementation Update* janvier 1998